



Rapport annuel des résultats 2022

Projet de Formations, Études et Expertises / Capacita Guinée

GIN1701311

Table des matières

1	ACRONYMES	4
2	APERÇU DE L'INTERVENTION	5
2.1	FICHE D'INTERVENTION	5
2.2	AUTO-EVALUATION DE LA PERFORMANCE	6
2.2.1	<i>Pertinence</i>	6
2.2.2	<i>Efficienc</i> e.....	6
2.2.3	<i>Efficacit</i> é.....	6
2.2.4	<i>Durabilit</i> é potentielle	7
2.2.5	<i>Conclusion</i>	8
3	SUIVI DES RESULTATS	9
3.1	ÉVOLUTION DU CONTEXTE.....	9
3.1.1	<i>Contexte g</i> énéral et institutionnel	9
3.1.2	<i>Contexte de gestion</i>	9
3.2	PERFORMANCE DE L'OUTCOME.....	11
3.2.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	11
3.2.2	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	12
3.3	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1	13
3.3.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	13
3.3.2	<i>État d'avancement des principales activités</i>	14
3.3.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	14
3.4	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2	18
3.4.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	18
3.4.2	<i>État d'avancement des principales activités</i>	19
3.4.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	19
3.5	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3.....	23
3.5.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	23
3.5.2	<i>État d'avancement des principales activités</i>	24
3.5.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	24
4	SUIVI BUDGETAIRE	31
5	RISQUES ET PROBLEMES	32
5.1	ANALYSE ET TRAITEMENT DES RISQUES	32
5.2	ANALYSE ET TRAITEMENT DES PROBLEMES.....	33

6	SYNERGIES ET COMPLEMENTARITES	34
6.1	AVEC LES AUTRES INTERVENTIONS DU PORTEFEUILLE	34
6.2	AVEC LES PROJETS POUR TIERS	35
6.3	COMPLEMENTARITE AU PORTEFEUILLE DANS SA TOTALITE	35
7	THEMES TRANSVERSAUX	36
7.1	ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE.....	36
7.2	GENRE.....	36
7.3	DIGITALISATION	37
7.4	TRAVAIL DECENT ET DROITS HUMAINS.....	38
8	PILOTAGE	38
8.1	MODIFICATIONS APORTEES A L'INTERVENTION	38
8.2	REORIENTATIONS STRATEGIQUES ENVISAGEES	38
8.3	RECOMMANDATIONS	39
9	ANNEXES	40
9.1	CRITERES DE QUALITE	40
9.2	CADRE LOGIQUE ET/OU THEORIE DE CHANGEMENT MIS A JOUR	43
9.3	APERÇU DES RESULTATS	45
9.4	RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION	45

1 Acronymes

ACEA	Agence Communale d'Eau et Assainissement
AFD	L'Agence Française de Développement
ANAIM	Agence Nationale des Aménagements et Infrastructures Minières
ANAM	Agence de la Navigation Maritime
ANASP	Agence Nationale d'Assainissement et de la Salubrité Publique
ANG	Acteur Non-Gouvernemental
AO	Accord Opérationnel
ASC	Accord Spécifique de Coopération
ATN	Assistant technique National
BEMOP	Bureau d'Embauche de la Main d'œuvre Portuaire
BM	Banque Mondiale
CAP	Connaissances, Attitudes, Pratiques
CEA-PCMT	Centre d'Excellence Africain-Prévention et Contrôle Maladies Transmissibles
CNRD	Comité National du Redressement pour le Développement
CNFRS	Centre National de Formation et de Recherche en Santé Rurale
Copil	Comité de pilotage
CPA	Centre de Perfectionnement Administratif
CSUB	Convention de Subside
DTF	Document technique et financier
ETR	End Term Review
FBR	Financement Basé sur les Résultats
FNI	Fonds National d'Indigence
GIZ	Coopération Technique Allemande
IM	Intervention Manager
IMT	Institut de Médecine Tropicale
INFP	Institut Nationale de Formation et de Perfectionnement
MAEIMAGE	Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Guinéens établis à l'Etranger
MPCI	Ministère du Plan de de la Coopération Internationale
MTR	Mid-Term Review
M&E	Monitoring et Évaluation
NTIC	Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
ODA	Official Development Assistance
OECD	Organisation for Economic Cooperation and Development
OSC	Organisation de la Société Civile
PAC	Port Autonome de Conakry
PAI	Port of Antwerp International
PDSR	Promotion des Droits Sexuels et Reproductifs
PNDES	Plan National de Développement Économique et Social
PNUD	Programme des Nations Unis pour le Développement
PRIT	Programme de Référence Intérimaire de la Transition
RH	Ressources Humaines
UE	Union Européenne
UG	Unité de Gestion
UGANC	Université Gamal Nasser de Conakry
USAID	Agence de Développement des Etats Unis

2 Aperçu de l'intervention

2.1 Fiche d'intervention

Intitulé de l'intervention	Projet de Formations, Études et Expertises (CAPACITA)
Code de l'intervention	GIN1701311
Localisation	Conakry
Budget total	4 950 000 Euros
Institution partenaire	Institut Médical Tropical d'Anvers, Centre National de Formation et de Recherche en Santé Rurale, Port International d'Anvers
Date de début de la Convention spécifique	Décembre 2018
Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture	4 août 2019
Date prévue de fin d'exécution	30 Septembre 2023
Date de fin de la Convention spécifique	13 Décembre 2023
Groupes cibles	Ministère de la Coopération et de l'Intégration Africaine. Ministère du Plan et du Développement Économique, Port Autonome de Conakry, ministères et autres structures étatiques guinéennes et belges impliqués dans le programme de coopération, personnels des organisations, des entreprises et les investisseurs.
Impact	Croissance économique durable et inclusive sur l'axe Conakry-Kindia-Mamou
Outcome	Les compétences des parties prenantes de la coopération guinéo-belge sont renforcées en phase avec les opportunités économiques et le développement du capital humain sur l'axe Conakry-Kindia-Mamou
Outputs	Les compétences managériales et opérationnelles des acteurs de la zone portuaire de Conakry sont renforcées.
	Les ressources humaines au sein des institutions/organisations acteurs du Programme de Coopération sont plus performantes
	Les acteurs du Programme de Coopération bénéficient d'expertises et d'études stratégiques
Année couverte par le rapport	2022

2.2 Auto-évaluation de la performance

2.2.1 Pertinence

Pertinence	Performance
	A

Le PdFEE/Capacita est clairement ancré dans les politiques nationales et répond à un réel besoin de renforcement de capacités qui constitue un enjeu majeur et le deuxième facteur de fragilité du pays (Etudes PNUD, BM). Les différents partenaires publics disposent toujours de peu de capacités adéquates d'autant qu'en 2022, avec l'effet du changement de régime en 2021, un grand nombre de fonctionnaires expérimentés ont été mis à la retraite. Ainsi, le besoin en renforcement de capacité est devenu encore plus accru, surtout pour les services de l'intérieur du pays qui ont désormais à leurs directions, des cadres jeunes et peu expérimentés.

En 2022, on a constaté un afflux de cadres et agents émanant de la diaspora au sein de l'Administration du gouvernement de transition. Un fait qui a donné naissance à de nouveaux défis et opportunités de développement dans les services publics. Également, il est clairement décrit dans le PRIT (en remplacement du PNDES), la volonté des autorités de la transition à traiter les problèmes de renforcement des capacités auxquels les services sont confrontés afin d'améliorer la qualité des services rendus. En conséquence, le projet CAPACITA a été fortement sollicité pour soutenir de nombreuses requêtes de financement dans des domaines d'intervention très divers et variés. Ceci confirme l'intérêt des partenaires à disposer de capacités adéquates pour améliorer le fonctionnement des différents services.

2.2.2 Efficience

Efficience	Performance
	B

Dans son fonctionnement, CAPACITA adopte une double approche (Projet et fonds flexibles) dont l'opérationnalisation devrait traduire une certaine flexibilité et souplesse. Ce qui n'est pas systématique car, CAPACITA à l'image des autres projets du portefeuille, reste assujéti aux mêmes contraintes des procédures de contractualisation qui ne sont pas toujours appropriées à la nature d'appui donnée par l'intervention. Ceci limite les actions d'appui surtout celles en direction des OSC et alourdit le processus avec un plus grand investissement en temps et ressources. A cela s'ajoutent, les capacités limitées des partenaires qui ralentissent la vitesse de mise en œuvre de l'intervention. On peut citer en illustration, l'exemple du projet « Parcours d'accompagnement à Conakry » qui a dû supporter les frais (23 000 euros) d'obtention de visas à Dakar d'une quinzaine de personnes pour leur participation à l'atelier de fin de parcours à Bruxelles.

Compte tenu des faibles capacités des partenaires mais aussi pour des raisons d'efficacité, CAPACITA adopte une approche de cocréation qui fait gagner aux partenaires, une formation de "On-the-job". L'approche consomme assez de temps mais, renforce le niveau d'appropriation et améliore la qualité des dossiers de requêtes. L'intériorisation de cette approche de travail explique l'enregistrement, en 2022, d'une amélioration de l'efficience par rapport à l'année 2021. Par ailleurs, l'UG a aussi décidé d'opter pour une stratégie d'intervention et d'appui centrée sur les gros dossiers (à montant élevé) car l'effort investi dans la gestion des dossiers (formulation et contractualisation) reste le même, et ce, indépendamment de leurs budgets respectifs. Cela a permis d'améliorer le niveau d'efficacité des actions financées et de rehausser le taux d'exécution du projet.

2.2.3 Efficacité

Efficacité	Performance
	B

Pour des raisons d'efficacité, CAPACITA essaie, tant que se peut, de rendre pratique son dispositif de renforcement de capacité. Pour cela, l'intervention privilégie plus l'approche formation-action (Learning by doing !) qui facilite l'appropriation et l'utilisation des acquis des formations soutenues. Dans cette logique, en 2022, 402 personnes dont 39% de femmes ont été capacitées avec un taux d'acquisition de nouvelles connaissances de 25 points de pourcentage et un taux de satisfaction 88%, avec un score de 1 259 personnes capacitées depuis le début de l'intervention.

En termes d'impact des formations, il faut noter que l'effet de l'utilisation des acquis des formations n'est pas tout de suite, une chose immédiate et visible. Le retour sur investissement des actions de formation s'inscrit dans un processus qui nécessite du temps et une évaluation post formation.

Les résultats d'une étude d'impact réalisée en 2022 auprès du Ministère du Plan fait état de 94% des cadres bénéficiaires directs des formations qui déclarent mettre en pratique les acquis des actions de formation dans l'exercice de leur travail quotidien. 100% des collaborateurs et superviseurs (N+1) des bénéficiaires directs des formations interrogés, ont témoigné des effets positifs constatés. Ils soulignent que les bénéficiaires démontrent de meilleures performances dans la réalisation de leur travail et ce, avec un impact sur l'atteinte des objectifs de l'organisation. Le taux global de satisfaction de ces superviseurs (N+1) sur les améliorations intervenues suite à l'utilisation des acquis des formations est de 90%.

Durant l'année 2022, les activités des trois principaux résultats ont été lancées avec des niveaux de progression très variés selon les cas. A date, tout le budget de l'intervention est quasiment engagé et on note beaucoup de requêtes pertinentes en attente de financement faute de disponibilité de fonds. Ceci souligne le succès de CAPACITA.

- ❖ **Le résultat 1 du projet**, qui initialement portait sur l'appui au port de Conakry, a été reformulé après « une étude de faisabilité d'appui au port de Kamsar ». Le CoPil de juillet 2021, a décidé d'affecter 1 000 000 d'euros du budget total du résultat au thème « **Travail décent** » et de maintenir le reste du budget en termes **d'appui à l'ANAIM** dans son rôle d'autorité portuaire. Ces deux principales actions sont complétées par le thème « **Mobilisation de la Diaspora et Migration** ». A date, toutes les actions du résultat 1 sont en cours d'exécution.
- ❖ **Le résultat 2** qui soutient un dispositif de renforcement de capacité est bien apprécié par les partenaires guinéens avec un accroissement des demandes de financement. L'approche de l'intervention favorise des échanges étroits et constructifs avec les partenaires. Les appuis portent principalement sur les domaines d'intervention du Programme de Coopération. La méthodologie de collaboration entre pairs qui mobilise l'expertise publique belge en appui aux partenaires guinéens apporte également une réelle plus-value.
- ❖ **Enfin, le résultat 3** couvre les études stratégiques et les mobilisations d'expertises. A date, plusieurs études et mobilisation d'experts nationaux et internationaux ont été réalisées en lien avec de nouvelles opportunités du programme de coopération. La qualité des résultats est toutefois variable. Une nouvelle approche de formation-action pour élaborer des études de faisabilité initiées par le Ministère du Plan est en préparation. **Le but de l'approche est d'assurer l'utilité et la qualité des études en passant par un renforcement des capacités des partenaires** (Learning by doing !).

2.2.4 Durabilité potentielle

	Performance
Durabilité potentielle	B

Une tendance progressive d'appropriation des formations est constatée en 2022. Des formations dispensées ont été démultipliées au sein des organisations bénéficiaires sur base d'initiatives et budgets propres. En illustration, le MPCPI a intégré dans son plan d'action annuel, un parcours de formation NTIC de ses cadres pour assurer la durabilité des acquis du programme d'appui de CAPACITA. Dans la même logique, les cours d'e-learning développés par IMT et le centre de Maférinyah continuent à être proposés à l'Université Gamal sur fonds propres avec l'appui du CEA-PCMT.

Également, le parcours d'accompagnement de 20 hauts cadres à Conakry a été clôturé en 2022 avec un effet sur le fonctionnement de l'INFP désormais outillé pour améliorer ses dispositifs de formation afin qu'ils soient mieux adaptés aux besoins réels de l'Administration Publique. En 2022, l'INFP a assuré des formations auprès du Ministère de la Justice sur des thèmes élaborés avec Egmont et cela sur budget propre du Ministère de la Justice. Le parcours a aussi permis d'améliorer le savoir-faire et le savoir être de 20 cadres de l'Administration et 14 coachs formateurs de l'INFP. Le parcours a obtenu un taux de satisfaction globale de 89% avec un impact positif sur le fonctionnement des services des bénéficiaires (témoignages N+1). Ceci confirme l'appropriation par les partenaires.

Les différentes requêtes de financement adressées par Capacita sont toutes signées par des autorités compétentes (Ministres, Secrétaire Généraux, et Directeurs Nationaux et Généraux). Ceci atteste le

niveau d'engagement politique et institutionnel des services bénéficiaires des actions de formation. Également, le financement des actions de formation est décidé par le Comité de pilotage qui valide les requêtes de financement sur avis de l'UG du projet. Les membres du CoPil sont également impliqués dans le suivi des actions de formation.

En général, la probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais il reste toujours une certaine marge d'amélioration possible. Plusieurs partenaires restent confrontés à des contraintes financières dans la démultiplication des acquis des formations. Cela s'explique par le faible budget de fonctionnement des services publics. Quoique, les activités menées sont internalisées au sein des organisations partenaires, l'incertitude sur les moyens de fonctionnement et le niveau des capacités dans la fonction publique, fait que, malgré la bonne volonté des acteurs, la durabilité potentielle est menacée.

2.2.5 Conclusion

Au total 20 actions de formation, d'étude et de mobilisation d'expertise ont été réalisées en 2022 avec un taux de performance financière de 118%. Ce qui ramène le taux de décaissement global de l'intervention à 55% contre 27% en fin 2021. Tous les résultats sont en cours d'exécution avec des niveaux de réalisation assez appréciables. Aussi, on note une meilleure compréhension et appropriation de l'outil Capacita par les différents partenaires. Ceci prouve clairement que l'approche fonds flexibles est adaptée au contexte de fragilité guinéen et de transition politique. Néanmoins, des appuis plus consistants pour améliorer l'environnement dans lequel les programmes du portefeuille évoluent, demeure un atout considérable.

3 Suivi des résultats

3.1 Évolution du contexte

3.1.1 Contexte général et institutionnel

✓ Economie :

Selon le Fonds Monétaire International (FMI), la croissance PIB du pays en 2022, a atteint 4,6 % après une forte accélération des activités minières. L'institution indique aussi une inflation en 2022 estimée à 12,7 % et une accélération significative par rapport aux années précédentes, du fait de la hausse des prix des produits alimentaires et de la rupture des chaînes d'approvisionnement (à la fois interne et externe). Le déficit budgétaire global (dons compris) s'est amélioré, passant de 3,2 % du PIB en 2020 à 1,8 % en 2021. Cependant, les recettes fiscales sont restées faibles, à seulement 12,0 % du PIB (FMI). Les recettes fiscales minières ont augmenté de 1,7 % du PIB entre 2020 à 2,1 en 2021 (FMI) en raison d'une amélioration dans la collecte des revenus.

Les subventions au secteur de l'électricité ont doublé en 2021 pour atteindre 20 % des dépenses, reflétant le niveau faible des tarifs et une production plus élevée d'électricité grâce aux projets hydroélectriques de Kaleta-Souapiti. Parallèlement, l'État a réduit ses dépenses d'investissement, qui ont été, (2,3 % du PIB (IMF)), inférieure à ce qui était prévu dans le budget, afin de limiter le déficit budgétaire. Cette tendance a persisté en 2022.

Les pressions inflationnistes en raison de la rupture des chaînes d'approvisionnement, liées à la crise ukrainienne et aux éventuelles sanctions de la CEDEAO, pourraient exposer le pays à des chocs économiques. Les incertitudes autour de la transition politique pourraient également ralentir la mise en œuvre de réformes. En particulier, le retard dans les réformes qui visent à renforcer la gouvernance et la performance financière du service public de l'électricité, pourrait réduire les investissements privés et les dépenses dans les programmes sociaux.

✓ Coopération au développement :

Comme l'année précédente, le pays a connu, en 2022, une faible présence des agences de coopération « traditionnelle » en Afrique de l'Ouest. Enabel et l'AFD restent les principales agences bilatérales européennes actives en Guinée.

Côté PTF, les principaux bailleurs de fonds du pays sont la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement, l'Union Européenne et la Banque Islamique de Développement. Les Nations Unies coordonnent des interventions visant à réformer la sécurité avec l'aide bilatérale et le soutien de la CEDEAO et de l'UA.

L'USAID apporte une contribution décisive pour la mise en place d'institutions démocratiques, complétant le travail de l'Union Européenne qui a pris la direction des activités destinées à soutenir l'appareil judiciaire.

Quant aux nouveaux partenaires de développement — plusieurs pays (Chine, Brésil, Russie et Inde, ...) privilégient les secteurs dans lesquels le pays dispose d'un avantage comparatif, à savoir les mines et l'agriculture, ou ceux où des partenariats public-privé pourraient se transformer, à brève échéance, en activités à capitaux strictement privés.

3.1.2 Contexte de gestion

✓ Contexte sanitaire :

En 2022 le contexte sanitaire (COVID19, Ébola) fut relativement calme et sans incidence sur le niveau d'exécution de CAPACITA. On peut même dire que nous sommes 'à la normale'. Néanmoins, la prudence reste de mise étant donné que des cas surgissent sporadiquement même au sein de Enabel.

✓ Contexte politique :

La situation politique de transition a engendré une grande restructuration gouvernementale avec des changements de directions au sein de plusieurs services partenaires. Certains de ces services ont connu en 2022, la mise à la retraite de nombreux hauts cadres et l'affectation de plusieurs cadres et agents

jeunes et peu expérimentés. Parmi eux, on compte des ressortissants de la diaspora. Ce fait a accentué, durant l'année, le besoin en renforcement de capacité qui est déjà cité par des études du PNUD et de la Banque Mondiale, comme deuxième facteur de fragilité du pays.

Le gouvernement de transition s'est fixé un objectif de rendre les services de l'Etat plus performants et transparents. Ces différentes réformes et restructurations font que beaucoup de services publics se sont retrouvés dans une grande pression à produire des résultats à court terme (low hanging fruits) et CAPACITA a été sollicité par plusieurs services dans ce but. L'exemple le plus marquant est notre collaboration avec l'Agence Nationale des Aménagements et Infrastructures Minières : la situation de non-collaboration s'est transformée en co-création et co-financement.

Par ailleurs, soulignons que, pendant cette transition, plusieurs participants du projet « Parcours d'accompagnement de 20 hauts cadres de l'Administration Publique à Conakry » clôturé en décembre 2022, ont obtenu diverses promotions. On compte parmi eux, une Ministre, un Secrétaire Général et un Inspecteur Général. Un deuxième Parcours d'accompagnement de 30 hauts cadres des niveaux déconcentré et décentralisé de Kindia et Mamou est actuellement en cours d'exécution toujours par l'institut Egmont en collaboration avec l'INFP.

3.1.2.1 Modalités de partenariat

Comme mentionné dans les précédents rapports de l'intervention, le taux d'exécution de CAPACITA dépend fortement de l'efficacité des outils de contractualisation disponibles et de la prise de décision par le comité de pilotage.

En 2022 :

- **6 nouveaux Accords Spécifiques de Coopération (ASC)** pour un montant total de 804 427 euros, ont été signés avec des institutions belges pour appuyer les partenaires guinéens dans la réalisation des actions de formation et d'études stratégiques. Cette modalité de mobilisation est très sollicitée par les partenaires nationaux. Elle fait appel à une approche de « Peer learning » très appréciée. Dans l'année, 12 missions ont été réalisées par 24 expertises dans la réalisation de cette modalité de contractualisation, soit 140 hommes/jours mobilisés durant l'année 2022.
- **3 nouvelles Conventions de Subside (Csub)** ont été signées notamment avec INFP, GRDR, et WSM pour un montant total d'environ 1 400 000 euros. Notons que l'INFP (ex CPA) est le premier partenaire guinéen avec qui nous avons conclu une Csub. Ceci indique que la structure a été renforcée effectivement même si un accompagnement reste toujours nécessaire.
- **6 nouveaux Marchés Publics (MP)** d'un montant de 181 778 euros ont été réalisés. Le recours aux Contrats Cadres (CC) comme celui avec SAVICS-VUB rebaptisé POST FACTUM/VUB sur la Santé Digitale permet de raccourcir la durée de cette modalité de contractualisation.

Le choix des modalités de contractualisation dépend fortement de la nature des requêtes soumises par les partenaires ainsi que de leurs capacités d'action. Les contraintes liées aux procédures de contractualisation résident souvent dans une limitation stricte du risque fiduciaire. Au 4ème trimestre de l'année, de nouveaux outils de contractualisation ont été mis en vigueur. Parmi eux, figurent les Accords Opérationnels (AO) qui pourraient permettre de responsabiliser davantage les partenaires dans l'exécution des requêtes financées.

3.1.2.2 Modalités opérationnelles

En 2022, le CoPil s'est réuni deux fois : le 26 avril et le 4 octobre 2022. Le dernier s'est tenu dans l'enceinte du Ministère des Affaires Etrangères à Kaloum. Toutes les réunions ont statué sur des requêtes de financement soumises ainsi que sur la réorientation du résultat 1 et l'aménagement budgétaire du projet.

3.2 Performance de l'outcome



3.2.1 Progrès des indicateurs

En raison des recommandations de la MTR de décembre 2021 et de l'évolution du contexte qui explique la réorientation du résultat 1 du projet (changement des domaines d'appui du résultat sur décision du comité de pilotage), la matrice de suivi-évaluation de l'intervention a été révisée. L'objectif de cette révision était de rendre le cadre de suivi-évaluation plus performant avec des indicateurs qui permettent d'apprécier le niveau d'effet et d'impact des activités.

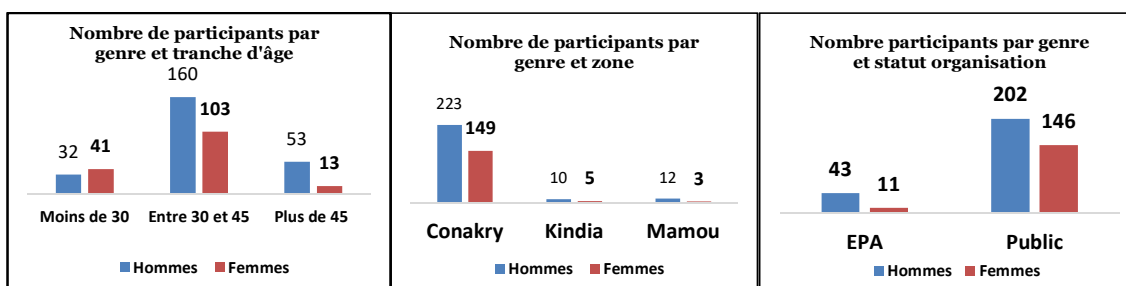
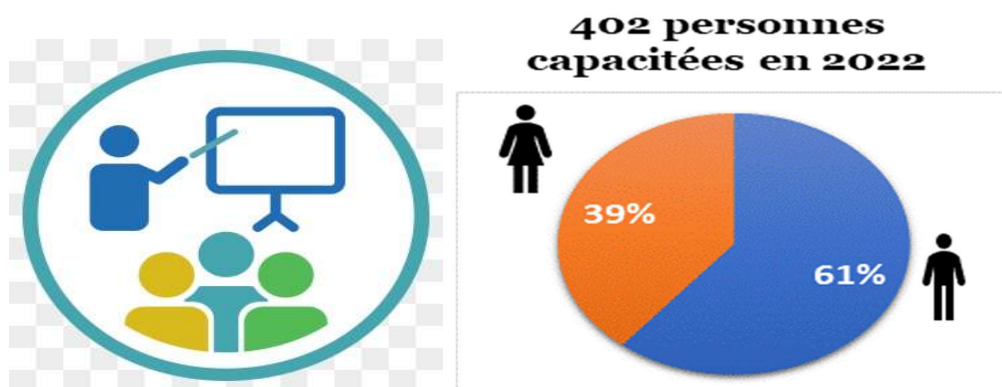
La matrice de suivi-évaluation révisée sera présentée au prochain comité de pilotage (Mars 2023) pour approbation. En attendant donc cette validation, deux tableaux d'indicateurs (actuels et révisés) sont présentés sous chaque objectif (Outcome) et résultat (Output) pour mieux présenter les réalisations ainsi que les progrès de l'intervention.

Tableau d'indicateurs actuels				
Indicateurs/marqueurs de progrès	Valeur de base	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
OSI1- Pourcentage des personnes formées démontrant un changement de comportement dans l'exercice de leurs fonctions/mandats	0%	ND	70%	75%
OSI2- Nombre d'organisations partenaires démontrant une performance améliorée	0%	ND	70%	75%

Tableau d'indicateurs révisés				
Indicateurs/marqueurs de progrès	Valeur de base	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
OSI1- Nombre d'EPA partenaires démontrant de meilleures capacités de fourniture de services de qualité	0	2	4	6
OSI2- Nombre total de personnes capacitées sur les différentes thématiques du Programme de Coopération	0	1 259	1 300	3 000
OSI3- Pourcentage des bénéficiaires (hommes/femmes) des activités de renforcement de capacités démontrant un changement de comportement dans l'exercice de leurs fonctions/mandats	0	ND	50%	75%
OSI4- Pourcentage d'organisations partenaires bénéficiaires des actions de renforcement de capacités démontrant une amélioration dans leur fonctionnement	0	ND	50%	75%

3.2.2 Analyse des progrès réalisés

En 2022, 402 personnes dont 39% de femmes ont bénéficié d'un renforcement de capacités sur au moins une des thématiques d'interventions du programme de coopération. Ce qui porte le cumul à 1 259 personnes capacitées depuis le début du projet.



Comme l'année 2021, la majorité des personnes capacitées en 2022 sont de la tranche d'âge 30-45 ans (65%) et de la zone de Conakry (93%). Toutefois, nous constatons, en 2022, une augmentation du nombre de cadres et agents des EPA formés.

Une étude est en cours de réalisation auprès des organisations et personnes bénéficiaires des formations pour apprécier l'effet des formations de 2020 et 2021 sur le savoir-faire et le savoir être des individus mais aussi sur le fonctionnement de leurs services respectifs. La réalisation de l'étude explique la non disponibilité à date, des données pour renseigner certains indicateurs de l'outcome.

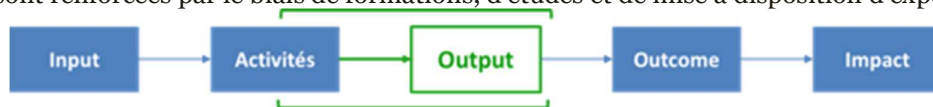
En raison du nombre important des EPA avec lesquels CAPACITA travaille, l'enquête cherchera aussi à déterminer le nombre d'EPA partenaires démontrant de meilleures capacités de fourniture de services de qualité après l'appui en renforcement de capacité. Déjà, deux EPA (INFP et CEA-PCM) disposent de meilleures capacités pour l'exécution de leurs missions. En illustration, l'INFP bénéficie actuellement d'une Convention de Subside de 196 378 € pour la mise en œuvre du projet « Parcours d'accompagnement à l'acquisition d'un savoir être et savoir-faire à l'endroit des cadres des services déconcentrés et décentralisés à Kindia-Mamou ».

4 nouveaux EPA ont bénéficié des actions de formation et de réalisation d'études stratégiques en 2022 dans le but de renforcer leur fonctionnement et d'améliorer la qualité des services rendus.

Les données de l'enquête sont en cours d'analyse pour compilation dans un rapport.

3.3 Performance de l'output 1

Résultat-1 : Les compétences managériales et opérationnelles des acteurs de la zone portuaire de Conakry sont renforcées par le biais de formations, d'études et de mise à disposition d'expertises.



3.3.1 Progrès des indicateurs

Les tableaux ci-dessous récapitulent le niveau de progression des différents indicateurs actuels et revus. Les données renseignées sont issues des rapports d'activités et des actions de suivi opérationnel.

Tableau d'indicateurs actuels				
Indicateurs/marqueurs de progrès	Valeur de base	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
R1.I1- Nombre de cadres et de collaborateurs des institutions portuaires PAC, ANAM et BEMOP qui ont augmenté leurs compétences dans des thèmes liés à la gestion portuaire	109	NA	NA	500
R1.I2- % des apprenants ayant amélioré le degré de savoir et de savoir/faire à la fin de la formation	NA	NA	NA	80%
R1.I3- Pourcentage du budget R2 dédié aux activités liées au 'Numérique au service du développement est au moins 50% du budget total prévu	2%	53%	50%	50%

Tableau d'indicateurs révisés				
Indicateurs/marqueurs de progrès	Valeur de base	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
R1.I1- Nombre d'employeurs informés et sensibilisés sur l'offre du travail décent	0	0	0	30
R1.I2- Nombre de travailleurs/euses (avec au moins 40% de femmes) dont les connaissances ont été renforcées sur les 4 piliers du Travail Décent de l'OIT	0	0	0	1 300
R1.I3- Nombre de cadres et collaborateurs de la DGGE démontrant l'acquisition de nouvelles connaissances techniques et managériales en faveur de la mobilisation de la diaspora	0	50	50	80
R1.I4- Nombre de bénéficiaires des actions d'accompagnement résultant de la mobilisation de la diaspora pour une participation aux initiatives de développement	0	0	0	30
R1.I5- Nombre de cadres et collaborateurs de l'ANAIM dont les connaissances sont renforcées sur les thématiques liées à la gestion des infrastructures minières	0	27	30	150

Les indicateurs qui sont à zéro, s'expliquent par le retard accusé dans le démarrage du projet « travail décent » piloté par WSM et du projet « Mobilisation de la Diaspora guinéenne (PAMMOD) » porté par Grdr.

Ces projets ainsi que celui de « **l'Appui portuaire** » exécuté par le port d'Anvers (POABI) pour renforcer ANAIM dans son rôle d'autorité portuaire ont été initiés sur décision de réorientation du résultat 1 de l'intervention par le comité de pilotage de Juillet 2021. Tous les 3 projets ont été engagés en 2022 et sont en cours d'exécution avec quelques divergences en termes de niveau de progression.

3.3.2 État d'avancement des principales activités

Résultat 1 : État d'avancement des principales activités					
N°	Libellé modifié				
		En avance	Dans les délais	Retardées	En sérieux retard
01	R1 Nouveau : Les compétences managériales et opérationnelles des partenaires de la coopération Guinée - Belgique sont renforcées en matière de travail décent et gestion des infrastructures minières par le biais de formations, d'études et de mise à disposition d'expertise				
02	Expertises internationales pour coaching, formation de l'ANAIM	-	X	-	-
03	Stages et formations académiques dans le domaine du management portuaire APEC	-	X	-	-
04	Promotion du Travail Décent	-	-	-	X
05	Appui aux organisations de la diaspora pour soutenir le développement en Guinée	-	-	X	-
06	Appui à la DGGE pour une meilleure implication de la diaspora au développement de la Guinée	-	X	-	-
07	Appui au CEFOPED : RC des formateurs en diplomatie	-	X	-	-
08	Appui à l'ONCQ : RC des labos de contrôle des denrées alimentaire	-	X	-	-
09	Appui à l'INS : amélioration des statistiques de migration	NA	NA	NA	NA

3.3.3 Analyse des progrès réalisés

Au total 4 activités ont été mises en route en 2022 pour un budget total de 1 764 435 euros au compte du résultat 1 de l'intervention. Ces activités comprennent des grands projets notamment, « **Projet Travail Décent - 981 781 €** », « **PAMMOD – 199 999 €** », « **Projet d'appui portuaire - 544 243 €** ». Ci-dessous le tableau récapitulatif des activités du Résultat1 réalisées en 2022.

RESULTAT-1 : Progrès des activités

Activité 1.1 : Formation en Informatique et Bureautique des cadres et agents de la Direction Générale des Guinéens de l'Etranger (DGGE)

Données	Résultats
<p>GIN1701311-10092 38 412 € 3 mois (Août-Octobre 2022) Modalité : MP Expertise : Galactika Bénéficiaire : DGGE Statut : Terminée</p>	<p>La formation a été réalisée en faveur de 50 cadres et agents du Ministère des Affaires Etrangères pour permettre de réduire la fracture numérique au sein de ses services publics du département avec un focus sur la Direction Générale des Guinéens de l'Etranger (DGGE) en améliorant son niveau d'accès et d'utilisation des services informatiques adaptés aux besoins.</p>  <p><i>Image : Des participants en mode d'apprentissage pratique sur Excel</i></p> <p>La finalité visée est de renforcer la maîtrise des fonctions essentielles de la bureautique des agents qui auront plus de facilité dans l'utilisation des logiciels informatiques et bureautiques dans le cadre de leur travail. La formation a porté sur 4 modules (Word, Excel, Power point et Internet) totalisant 10 jours de formation. Pour la mise en pratique des nouvelles connaissances acquises, des outils informatiques (ordinateurs, vidéos projecteurs, onduleurs, imprimantes) ont été mis à la disposition de la DGGE. 2 jeunes stagiaires (Une femme et un homme) ont également été recrutés pour assurer un accompagnement de proximité aux cadres et agents bénéficiaires de la formation.</p> <p>En 2022, avec cet appui :</p> <ul style="list-style-type: none">- 50 cadres du Ministère des Affaires Etrangères dont 45 % de femmes ont une meilleure maîtrise des fonctions bureautiques et ont plus de facilité à utiliser les logiciels informatiques dans le cadre de leur travail ;- Les capacités de production des services du ministère et spécifiquement de la DGGE sont améliorées grâce aux nouvelles connaissances acquises et aux outils informatiques mis à disposition ;- Un taux de 65 points de pourcentage a été enregistré en termes d'accroissement de nouvelles connaissances par les participants ;- Un taux de satisfaction globale égale à 92% a été enregistré.

Activité 1.2 : Renforcement de capacités techniques et managériales des cadres de l'ANAIM

Données	Résultats
<p>GIN1701311-10059 544 243 € 18 mois (Mai 2022-Octobre 2023)</p>	<p>Il s'agit d'un programme de renforcement des capacités et des compétences de l'ANAIM sur la gouvernance portuaire. Ledit programme repose sur deux piliers principaux : le conseil et la formation. Les missions de conseil de POABI visent principalement à soutenir l'ANAIM sur la voie d'une plus grande professionnalisation et à la renforcer dans son rôle d'autorité portuaire effective et indépendante. L'objectif final est d'appuyer l'ANAIM à rendre le fonctionnement des ports miniers plus durable et de le faire selon les principes de la bonne gouvernance.</p>

Modalité : ASC
Expertise :
 POABI
Bénéficiaire :
 ANAIM
Statut : En cours



Images : Photos des séances de formation ferroviaire pratique des agents et cadres de l'ANAIM à Kamsar

En 2022, 7 missions d'appui et conseil ont été réalisées pour accompagner l'ANAIM dans son rôle d'autorité portuaire. Ces différents appuis portent sur trois principales actions notamment, le renforcement de capacités managériales de la direction d'ANAIM, le développement de plan de renforcement de la gouvernance portuaire à moyen et long terme et le renforcement des capacités techniques de l'ANAIM

En 2022, avec cet appui :

- Un plan de formation sur mesure de l'ANAIM a été présenté, complété par des recommandations sur la manière dont l'ANAIM peut optimiser la gestion de ses ressources humaines ;
- Les analyses sur les sujets institutionnels et stratégiques de l'ANAIM ont été faites et ont permis une compréhension plus claire au sein de l'ANAIM, des obstacles à sa croissance et de la manière dont elle peut assurer un développement plus durable du secteur minier en Guinée ;
- 3 sessions de formations sont déjà réalisées sur les thématiques "Santé-Sécurité-Sureté", "Logistique Portuaire", "Connaissance de base ferroviaire" ;
- 24 cadres de l'ANAIM dont 21 % de femmes ont été formés.

Activité 1.3 : Renforcement de capacités des partenaires de mise en œuvre du Programme de Coopération en faveur de la promotion du travail décent en Guinée

Données	Résultats
GIN1701311-10064 981 781 € 18 mois (Avril 2022-Octobre 2023) Modalité : Csub Expertise : WSM Bénéficiaire : Statut : En cours	Il s'agit d'une action qui vise le renforcement de l'employabilité de jeunes demandeurs d'emplois, une meilleure connaissance des droits au travail, un accès plus durable à la santé et des cadres de dialogue afin de contribuer à plus de travail décent et formel pour des travailleurs/euses précaires, spécialement pour les femmes et jeunes.



Image : Des élèves au chantier école/ Secteur BTP

L'action intervient sur les 4 axes du travail décent tel que décrit par l'OIT (protection sociale, droit du travail, création d'emplois et dialogue social)

En 2022, avec cet appui :

- Une étude a été lancée pour déterminer l'état des lieux des droits du travail dans les secteurs agricoles, BTP, assainissement, gestion des déchets et dans les Centres d'Autonomisation des Femmes (CAF) à Conakry, Kindia et Mamou.

Activité 1.4 : Projet d'appui aux mécanismes de mobilisation de la diaspora pour une contribution durable au développement de la Guinée (PAMMOD Guinée)

Données	Résultats
GIN1701311-10099 199 999 € 18 mois (Mai 2022-Octobre 2023) Modalité : Csub Expertise : Grd Bénéficiaire : DGGE et diaspora guinéenne Statut : En cours	<p>L'appui permet de contribuer à la construction d'une relation informée et de confiance entre la diaspora guinéenne et les institutions guinéennes, les acteurs guinéens de développement en particulier le secteur privé afin de faciliter la mobilisation de la diaspora pour le développement socio-économique de la Guinée.</p> <p>Pour la mise en œuvre de cette action, Grdr (Migration-Citoyenneté-Développement), le bénéficiaire contractant, collabore avec AFFORD (African Foundation for Development) et CAGF (Coordination des Associations Guinéennes de France) pour mobiliser les ressortissants de la diaspora guinéenne en France, Belgique, en Côte d'Ivoire et au Sénégal et promouvoir leur engagement en faveur du développement socioéconomique du pays. Les cibles de l'appui sont constitués d'individus, d'organisations, d'entreprises et de réseaux de la diaspora guinéenne.</p> <p>Avec cet appui en 2022 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une enquête a été démarré pour mettre à jour les besoins et attentes de la diaspora guinéenne de France, de Belgique de Côte-d'Ivoire et du Sénégal afin de structurer sa mobilisation pour le développement de la Guinée.

3.4 Performance de l'output 2

Résultat-2 : Les ressources humaines au sein des institutions/organisations, acteurs du Programme de Coopération sont plus performantes

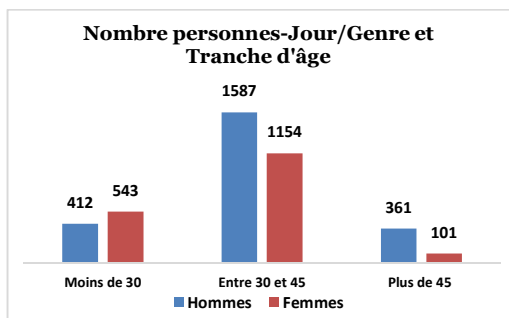


3.4.1 Progrès des indicateurs

Les tableaux ci-dessous récapitulent le niveau de progression des différents indicateurs actuels et revus. Les données renseignées sont issues des rapports d'activités et des actions de suivi opérationnel.

Tableau d'indicateurs actuels				
Indicateurs/marqueurs de progrès	Valeur de base	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
R2I1 - Nombre de personnes au sein des services médicaux, des services d'appui aux entrepreneurs et autres institutions de la zone d'intervention du programme bilatéral qui ont augmenté leurs compétences	165	297	ND	1 350
R2I2 % des apprenants ayant amélioré le degré de savoir et savoir-faire à la fin des formations	NA	88%	80%	80%
R2I3 - % du budget R2 dédié aux activités liées au 'Numérique au service du développement est au moins 50% du budget total prévu	36%	74,5%	50%	50%

Tableau d'indicateurs révisés				
Indicateurs/marqueurs de progrès	Valeur de base	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
R2I1 - Nombre de personnes/jour formées sur les différentes thématiques du Programme	0	10 343	5 500	20 000
R2I2 - Taux d'accroissement de nouvelles connaissances par les bénéficiaires des activités de renforcement des capacités	0	25	Plus 10 points de %	15 points de %
R2I3 - Taux de satisfaction des bénéficiaires des formation réalisées	0	88%	80%	80%

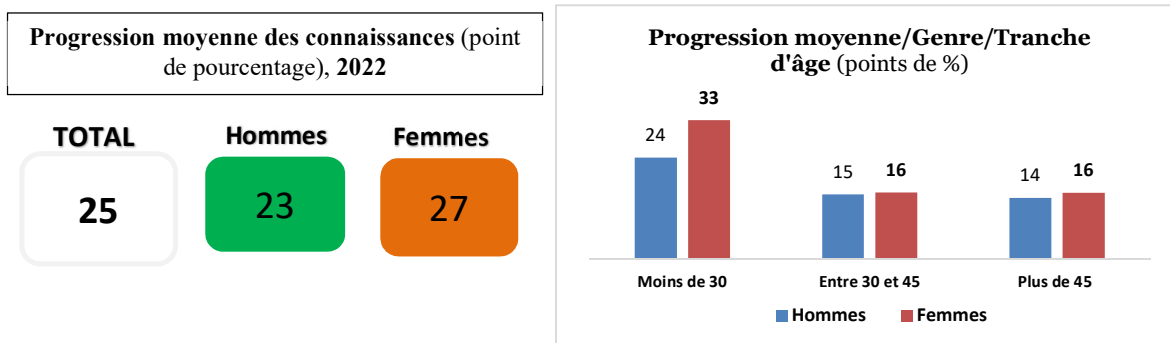


En 2022, 297 personnes, dont 43% de femmes, ont bénéficié du dispositif de renforcement des capacités du résultat 2. En moyenne, chaque participant a bénéficié de 14 jours de formation, soit un score total de 4 158 personnes/jours durant l'année. Avec ce chiffre, CAPACITA atteint un cumul de 10 343 personnes/jours réalisés depuis le début de l'intervention.

Comme le démontre le graphique ci-dessus, la tranche d'âge 30-45 ans reste prépondérante pendant les actions de formation soutenues en 2022.

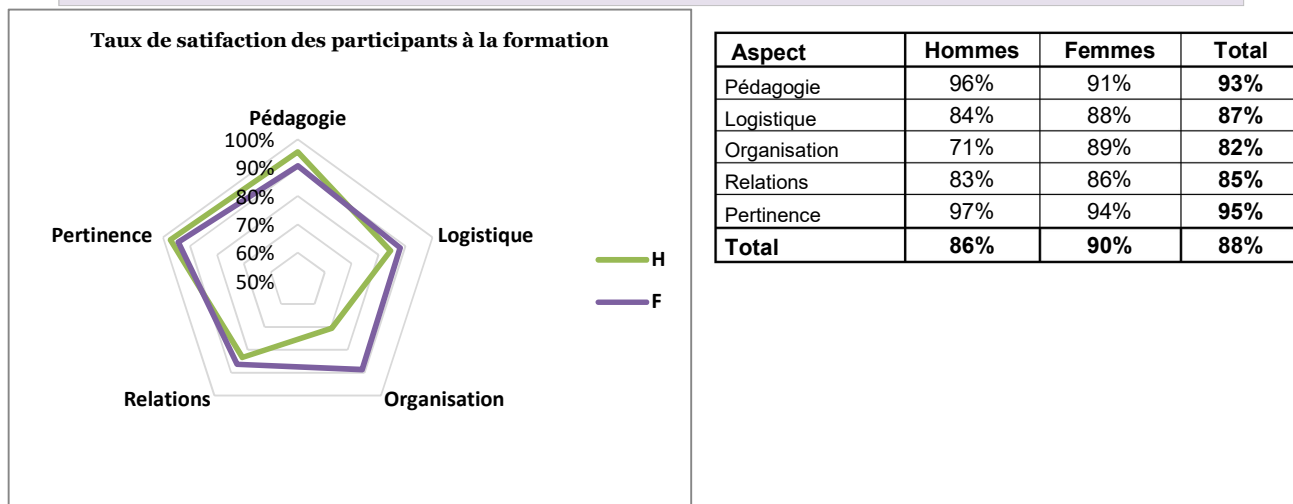
Les résultats des pré-post tests (chaque session de formation) indiquent une progression moyenne des connaissances de 25 points de pourcentage pour l'ensemble des formations réalisées en 2022.

Les points de pourcentages sont plus élevés chez le genre féminin (27 points de pourcentage) à cause des différences entre hommes et femmes en termes d'opportunités d'accès aux formations. Généralement, les femmes ont beaucoup moins d'opportunités d'accès aux formations. Ce qui fait que lorsqu'elles se retrouvent dans une session de formation, elles s'y investissent beaucoup plus.



Un taux de satisfaction de 88% a été enregistré pour les actions de formation réalisées par CAPACITA en 2022. Le taux de satisfaction des participants sur l'organisation est relativement bas. Ceci est dû au fait que les participants jugent les durées des ateliers très courtes.

Taux de satisfaction des formations en 2022



3.4.2 État d'avancement des principales activités

Résultat 2 : État d'avancement des principales activités					
N°	Libellé des activités	En avance	Dans les délais	Retardées	En sérieux retard
01	Organisation des études et stages en lien avec les thématiques du programme	-	X	-	-
02	Formations dans le domaine de la santé et la PDSR	-	X	-	-
03	Formation et échanges sur des pratiques innovantes/numérique	-	X	-	-
04	Organisation de formations à la demande dans le cadre d'une approche intégrée/holistique	-	X	-	-

3.4.3 Analyse des progrès réalisés

En 2022, 4 principales activités ont été réalisées dans le cadre du résultat 2 pour un montant total de **817 690 €**. Deux principales activités notamment, le projet « Parcours d'accompagnement à

l'acquisition d'un savoir être et savoir-faire à l'endroit des cadres des services déconcentrés et décentralisés à Kindia-Mamou » et le projet « Appui à la consolidation des Programmes Master en Santé Publique de l'UGANC (CEA-VUB) » sont en cours d'exécution pour un délai d'exécution prévu au plus tard septembre 2023.

RESULTAT-2 : Progrès des activités

Activité 2.1 : Appui à la consolidation des Programmes Master et Phd en Santé Publique de l'UGANC (CEA-VUB)

Données	Résultats
GIN1701311-10021 139 656,91 € 15 mois (Juin 2022 - Septembre 2023) Modalité : MP Expertise : POST FACTUM Bénéficiaire : UGANC Statut : En cours	L'action s'inscrit dans une logique de consolidation/pérennisation des acquis d'un premier programme d'appui au Master de santé publique de l'Université Gamal Abdel Nasser de Conakry (UGANC). L'appui concerne l'enseignement et le soutien au processus de soutenance des mémoires des étudiants par l'utilisation de binômes ainsi que la qualification et la régionalisation du programme de Master en Santé Publique qui devrait se faire par le développement de la stratégie d'entreprise du Master pour le moyen terme et le renforcement de la plateforme d'enseignement électronique. En 2022, avec cet appui : <ul style="list-style-type: none"> - 2 missions d'enseignement et d'appui ont été réalisées ; - 28 étudiants dont 57% de femmes ont été formés sur le module Informatique Médicale ; - Le plan stratégique de développement du Master en Santé Publique au sein de la Faculté Sciences de la Vie, Santé et Environnement (EDSVSE) est en cours d'élaboration ; - Les travaux d'installation des matériels complémentaires pour renforcer la plateforme numérique ont démarré pour étendre le Moodle à tout le campus avec renforcement de l'autonomie énergétique (Energie photovoltaïque).

Activité 2.2 : Parcours d'accompagnement à l'acquisition d'un savoir être et savoir-faire dans la conduite de l'action publique à Conakry

Données	Résultats
GIN1701311-10004 272 508 € 2 ans (Nov 2020 – Décembre 2022) Modalité : Csub Expertise : Egmont Bénéficiaire : INFP et services publics Statut : Terminée	 <p style="text-align: center;"><i>Images : Photos des participants au parcours d'accompagnement à Conakry</i></p>

Le parcours d'accompagnement professionnel individualisé de 2 ans a été réalisé au bénéfice des hauts cadres de l'administration guinéenne. Il a été mis en œuvre par

Egmont en partenariat avec l'INFP de Guinée et a été clôturé par un atelier de fin de parcours avec la participation du Directeur Général de Enabel.

L'objectif du parcours qui a ciblé 20 hauts cadres (dont 10 femmes) était de renforcer les aptitudes des apprenants pour initier un processus de changement au sein de leurs structures d'attache de sorte à mener l'administration publique à avoir des réflexes accrus de bonne gouvernance et donc, à terme, être plus efficace.

En 2022, avec cet appui au parcours d'accompagnement :

- 20 hauts cadres et 14 coachs formateurs ont été formés en 10 sessions de 5 jours chacun. 15 participants sur 20 ont complété le parcours, soit un taux de réussite de 75% ;
- 5 participants ont été contraints à quitter le parcours en cours de route. Parmi eux, 3 ont été promus à des postes de haute responsabilité (Ministre, Secrétaire Général et Inspecteur Général). Ce qui ne leur permettait plus d'assister aux sessions de formation ;
- L'appréciation du parcours est positive avec des auto-évaluations qui ont démontré une amélioration évidente de l'acquisition des compétences, mais aussi de la mise en œuvre des compétences : certains disent qu'ils en ont déjà fait profiter leurs équipes et que cela a amélioré leur efficacité au travail ;
- 13 des 20 participants ont répondu affirmativement que les séances de coaching leur ont permis de construire un projet professionnel individuel (taux d'exécution de 65%) ;
- Les capacités d'offre de formation (en ligne et présentiel) de l'INFP sont améliorées grâce aux actions de transfert de compétences et de coaching des experts belges.

Activité 2.3 : Etude de Capitalisation du projet "Parcours d'accompagnement des hauts cadres de l'Administration Publique guinéenne"

Données	Résultats
<p>GIN1701311-10111 14 755 € 1 mois +1/2 (Oct-Nov 2022) Modalité : ASC Expertise : Egmont Bénéficiaire : INFP Statut : Terminée</p>	<p>Cette étude de capitalisation avait pour objectif de produire la connaissance, notamment à travers l'identification des forces et faiblesses de certains concepts et approches utilisés lors du « Parcours d'accompagnement à l'acquisition d'un savoir-être et savoir-faire dans la conduite de l'action publique pour 20 hauts fonctionnaires guinéens » afin de permettre de mieux planifier et/ou mieux mettre en œuvre certains projets en cours et à venir. L'étude s'est faite sous forme de trois objectifs spécifiques : caractériser l'expérience, analyser les succès et les limites, et tirer les leçons des expériences. La mission a été réalisé par deux experts de Egmont pendant 10 jours.</p> <p>Les résultats de la mission de capitalisation ont montré que si les bonnes performances des hauts-cadres ne peuvent pas être automatiquement imputées au Parcours, l'entourage de ces derniers (N+1 et collaborateurs) a ressenti une augmentation de la qualité de leur travail (organisation, utilisation d'outils, meilleure écoute et esprit d'équipe etc.) ;</p> <p>En 2022, avec cet appui :</p> <p>Des connaissances ont été produites grâce à l'analyse des points faibles et des points forts de projet ainsi que des leçons tirées sur les différents aspects de mise en œuvre du projet.</p>

Activité 2.4 : Parcours d'accompagnement de 30 hauts cadres à l'acquisition d'un savoir être et savoir-faire dans la conduite de l'action publique à Kindia et Mamou

Données	Résultats
<p>GIN1701311-10022 GIN1701311-10041 390 770 € 18 mois (Mars 2022- Septembre 2023) Modalité : Csub et ASC Expertise : Egmont Bénéficiaire : INFP et services publics Statut : En cours</p>	<p>Il s'agit de former de 30 hauts cadres de l'Administration Publique des niveaux décentralisé et déconcentré des régions de Kindia et Mamou dans le but de les outiller à avoir des réflexes accrus de bonne gouvernance et donc, à terme, être plus efficace dans l'exercice de leurs différentes fonctions. Cette Convention de Subside prend en charge tous les frais locaux liés à l'exécution de l'action.</p> <p>Ce deuxième parcours d'accompagnement est complémentaire à celui organisé au bénéfice de 20 hauts cadres de l'Administration à Conakry. Ce dernier parcours comprend 10 sessions de formation au profit de 30 hauts cadres dont 8 femmes des services publics déconcentrés et décentralisés des Régions de Kindia (18 personnes) et Mamou (12 personnes).</p> <p>En 2022, avec cet appui :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 4 sessions de formations ont été réalisées ; - Une régularité dans la participation de tous les 30 participants est observée ; - 10 Directeurs des Ressources Humaines (DRH) des régions de Kindia et Mamou prennent aussi part à ce parcours d'accompagnement dans le but d'apprendre le mécanisme d'accompagnement afin d'élargir l'approche et l'initiative auprès d'autres agents publics de Kindia et Mamou ; - Un taux de satisfaction global de 91 % et un taux d'accroissement global de 10,2 points de pourcentage sont à date enregistrés pour les différentes sessions de formation organisées.

3.5 Performance de l'output 3

Résultat-3 : Les acteurs du Programme de Coopération bénéficient d'expertises et d'études stratégiques



3.5.1 Progrès des indicateurs

Les tableaux ci-dessous récapitulent le niveau de progression des différents indicateurs actuels et revus. Les données renseignées sont issues des rapports d'activités et des actions de suivi opérationnel.

Tableau d'indicateurs actuels				
Indicateurs/marqueurs de progrès	Valeur de base	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
R3I1- Le taux des études réalisées dans le cadre du développement économique qui ont connu une suite sous forme de nouveaux engagements de capitaux privés pour réaliser des investissements concrets.	0%	ND	75%	75%
R3I2- Le taux de satisfaction des demandeurs des expertises au regard des atteintes des objectifs fixés dans les termes des références du partenaire-demandeur	80%	90%	80%	80%

Tableau d'indicateurs révisés				
Indicateurs/marqueurs de progrès	Valeur de base	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
R3I1- Nombre d'études stratégiques réalisées	0	10	6	10
R3I2- Proportion d'études réalisées suivies d'engagements (mise en œuvre des recommandations)	0	ND	75%	75%

Le résultat 3 de l'intervention a été marqué, en 2022, par le démarrage de 12 principales activités d'un montant de 191 808 €. Sur les 12 activités, une est en cours d'exécution, une autre a été entamée puis abandonnée (voir tableau ci-dessous) à cause de la faible réaction du partenaire bénéficiaire de l'action et toutes les autres sont terminées.

En 2022, 6 nouvelles études stratégiques et d'identification ont été réalisées sur demande des partenaires du programme de coopération. Parmi eux, on compte 4 EPA qui s'inscrivent dans une perspective de renforcement de capacité pour améliorer leur fonctionnement et la qualité des services rendus.

Une enquête est en cours de réalisation pour déterminer le taux des études qui ont connu une suite sous forme de mise en œuvre des recommandations.

3.5.2 État d'avancement des principales activités

Résultat 3 : État d'avancement des principales activités					
N°	Libellé des activités	En avance	Dans les délais	Retardées	En sérieux retard
01	Réaliser des études économiques pour accompagner des investissements	-	X	-	-
02	Réaliser des études nouvelles opportunités, innovations ou problèmes apparaissant en cours de mise en œuvre du programme	-	X	-	-
03	Mise à disposition d'expertise pour améliorer la coordination de l'aide	-	X	-	-
04	Formations et équipements légers au bénéfice des acteurs guinéens en charge de la coordination et le suivi de la coopération internationale	-	X	-	-

3.5.3 Analyse des progrès réalisés

RESULTAT-3 : Résultats des activités

Activité 3.1 : Mission d'étude pour l'identification et l'analyse des besoins de renforcement de capacités de l'Université Kofi Annan de Guinée

Données	Résultats
<p>GIN1701311-10090 5 046 € 1 mois (Juin 2022) Modalité : MP Expertise : UCLL Bénéficiaire : Université Kofi Annan Statut : Terminée</p>	<p>La mission a consisté à la mobilisation de deux experts de l'Université UCLL (Université Catholique Libre Louvain) en appui à l'Université Kofi Annan de Guinée (UKAG) du 6 au 10 juin 2022. L'objectif de cette mission a été de mettre en place des échanges d'étudiants et de personnels entre la faculté de Management de l'UCLL et l'UKAG. La mission s'est penchée sur la nécessité d'un appui spécifique en termes d'élaboration des curriculums de Master en Entrepreneuriat et de mise en place d'un incubateur pour accompagner les étudiants entrepreneurs.</p> <p>En 2022, avec cet appui :</p> <p>Les défis et obstacles internes et externes liés à la promotion de l'enseignement de l'entrepreneuriat au sein de l'Université Kofi Annan ont été conjointement identifiés et analysés accompagnés de recommandations.</p>

Activité 3.2 : Évaluation de la gouvernance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest

Données	Résultats
<p>4 225 € 9 mois (Novembre 2021 – Août 2022) Modalité : GR Expertise : RAS Bénéficiaire : Ministère de l'Agriculture Statut : Abandonnée</p>	<p>L'objectif de l'action est de renforcer le leadership du Ministère de l'Agriculture en matière de gouvernance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN). Des séances de collecte de données et d'échange ont été réalisées pour faire une évaluation nationale de la gouvernance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, notamment l'environnement politique, les instruments de prévention et de gestion des crises alimentaires et la coordination grâce à l'outil d'évaluation C-GOVSAN. Également, un plan d'action est à élaborer pour répondre aux insuffisances constatées afin de renforcer l'efficacité des États et des OIG dans la mise en œuvre des engagements souscrits à travers la Charte PREGEC.</p> <p>Avec cet appui en 2022 :</p> <p>Les acteurs issus des différents ministères clés concernés par la problématique de la sécurité alimentaire ont été identifiés et outillés sur l'utilisation de l'outil d'évaluation C-GOVSAN.</p>

Activité 3.3 : Formation des nouveaux diplomates guinéens en période de transition

Données	Résultats
IN1701311-10080 24 795 € 2 mois (Mars-Mai 2022) Modalité : ASC Expertise : Institut Egmont Bénéficiaire : MAECIAGE Statut : Terminée	<p>Cette formation en « Prise de fonction d'un poste diplomatique » à l'attention des Chargés d'affaires guinéens nouvellement nommés a été organisée dans un contexte de transition politique marqué par l'arrivée au pouvoir du Comité National du Rassemblement pour le Développement (CNRD), dont l'un des objectifs majeurs repose sur "la Refondation de l'Etat" et qui vise « l'amélioration du positionnement de la Guinée sur la scène internationale ».</p> <p>La formation s'est déroulée du 8 au 10 mars 2022 à l'Hôtel Palm Camayenne de Conakry avec l'expertise de l'institut Egmont en collaboration avec le Ministère des Affaires Étrangères, de la Coopération Internationale, de l'Intégration Africaine et des Guinéens de l'Étranger (MAECIAGE).</p> <div style="text-align: center;">  <p><i>Image : Photo des participants dans la salle de formation</i></p> </div> <p>Un programme de 9 modules de formation étalé sur trois jours a été conjointement dispensé par des anciens ambassadeurs (guinéens et belges). L'objectif était d'améliorer la qualité et l'efficacité de la diplomatie guinéenne à l'étranger en facilitant la prise de fonction par les nouveaux Chargés d'Affaires et la réalisation de leur mission diplomatique en période de transition.</p> <p>En 2022, avec cet appui :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 31 Chargés d'affaires nouvellement nommés ont été outillés en vue de la bonne gestion de leurs postes diplomatiques respectifs, bilatéraux et/ou multilatéraux ; - 31 Diplomates chargés d'affaire, sont plus aptes d'accomplir leur mission et de collaborer de la manière la plus optimale possible avec les cadres des ministères des Affaires étrangères des pays accréditaires.

Activité 3.4 : Participation à la conférence internationale sur la Protection Sociale en Santé au Niger

Données	Résultats
GIN1701311-10091 9000 € 1 mois (Mai 2022) Modalité : GR Expertise : Bénéficiaire :	<p>La conférence a été organisée au Niger et par le gouvernement du Niger avec l'appui de la représentation d'Enabel et l'Ambassade de la Belgique au Niger du 10 au 13 mai 2022.</p>

Statut : Terminée

Elle a connu la participation d'environ 150 personnes venues d'une vingtaine de pays d'Afrique et d'Europe en raison de leur implication dans la mise en œuvre de l'assurance maladie au niveau départemental, et de leur niveau d'implication dans l'élaboration de la stratégie nationale de la couverture sanitaire universelle incluant le Financement Basé sur les Résultats (FBR). Ce qui justifie, sur financement de Capacita, la participation à cette conférence, de l'équipe de la Guinée constituée de 3 personnes (le Ministère de la Promotion Féminine, de l'Enfance et des Personnes Vulnérables, le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique et Enabel Guinée/She decides).



Image : Photo de famille des participants à la conférence

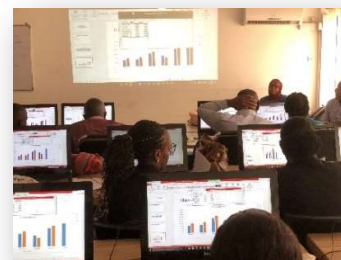
La conférence était axée sur le partage des histoires des expériences de la protection sociale, l'étude des différentes dimensions politico-techniques et les conditions contextuelles de sa mise en place dans chacun des pays partenaires.

En 2022, avec cet appui :

- Les acteurs guinéens en charge de la Convention de Subside ont appris les expériences et options stratégiques, techniques et politiques prises par les autres pays participants ;
- Ils ont eu une opportunité de comparer l'état d'avancement de la sécurité sociale en santé entre pays, partant des notions scientifiques les plus récentes ;
- Une analyse fondée sur une grille d'indicateurs et les politiques nationales en matière de Politique Sociale de Santé dans les différents pays a été faite avec un focus sur les prochaines étapes du processus.

Activité 3.5 : Mobilisation d'assistants techniques pour assurer un accompagnement NTIC des cadres du Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan (MEFP)

Données	Résultats
<p>GIN1701311-10086 10 800 € 5 mois (Avril-Août 2022) Modalité : MP et GR Expertise : Individuelle Bénéficiaire : MEFP Statut : Terminée</p>	<p>L'action a mobilisé 4 personnes (2 stagiaires et 2 contractuels) durant 5 mois pour renforcer les capacités et compétences numériques des agents et cadres du Ministère dans le but de contribuer à améliorer l'efficacité des services publics.</p> <p>Cet appui fait suite, au besoin urgent de renforcement de capacités ressenti par le Ministère qui était face à un personnel nouveau et peu expérimenté en raison des nouvelles affectations (restructuration ministérielle</p>



Images : Photo des participants dans la salle de formation

par le gouvernement de la transition) et du nombre important de fonctionnaire mis à la retraite. Il vient en complémentarité d'action avec un 1^{er} appui de même nature apporté au Ministère en 2021 et qui a produit des résultats satisfaisants.

En 2022, avec cet appui :

- Au total **215** nouveaux cadres (47,25 % de femmes) ont été capacités et **113 cadres** précédemment formés ont été coachés dans l'utilisation des connaissances acquise sur les thématiques liées à la bureautique (Word, Excel, PowerPoint) ;
- Un taux global de satisfaction de **83 %** a été obtenu. Le plus faible taux de satisfaction s'observe au niveau des aspects (**organisation**) en raison de nombres de jours de formation jugés insuffisants chez la majorité des cadres et le manque de supports de cours. Également, un taux global d'acquisition de nouvelles connaissances est de **26,86%** points de pourcentage dont **27,62%** points de pourcentage chez les femmes ;
- **100%** des interviewés en fin d'appui, ont déclaré que depuis la formation, les bénéficiaires directs démontrent de meilleure performance dans la réalisation de leur travail. Le taux global de satisfaction de ces derniers sur les améliorations intervenues suite à l'utilisation des acquis des formations est de **90%** dont 60% très satisfaits et 30% satisfaits.

Activité 3.6 : Appui à l'élaboration du PDL de la commune de Kassa

Données	Résultats
GIN171311-10108 15 000 € 6 mois (Octobre 2022 - Avril 2023) Modalité : MP Expertise : Consultant individuel Bénéficiaire : Commune de Kassa Statut : En cours	L'action est un appui à la commune de Kassa pour l'élaboration de son Plan de Développement Local (PDL) étalé sur une période d'exécution de 5 ans. L'objectif est de renforcer la responsabilité des structures de gouvernance locale de la commune en matière de planification inclusive et intégrant les défis et enjeux majeurs de développement local selon une approche centrée sur les communautés. Avec cet appui en 2022 : <ul style="list-style-type: none"> - 10 assises communautaires ont été réalisées dans les différents villages de Kassa pour recenser les besoins et les potentiels de développement ; - Les données primaires et secondaires pour le développement du PDL ont été collectées avec l'implication et la participation des différents acteurs clés issus des différentes catégories sociales.

Activité 3.7 : Étude prospective pour une consolidation durable de l'entrepreneuriat agricole et rural dans le bassin versant du fleuve Konkouré

Données	Résultats
GIN1701311-10052 80 960 € 10 mois (Déc 2021- Oct 2022) Modalité : MP Expertise : SISTI Bénéficiaire : Intercollectivité de Kindia Statut : Terminée	 <p><i>Image : Photo du bassin versant du fleuve de Konkouré</i></p> <p>L'étude consistait à déterminer les contraintes sociales et environnementales engendrées par les aménagements hydroélectriques de Garafiri, Kaléta et Souapiti sur l'économie des populations riveraines des communes rurales de Damakania, Friguiagbé, Samaya, Bangouya, Souguéta, Konkouré, Tondon et Badi dans les préfectures de Kindia et Dubréka en vue d'initier des actions de résilience favorables à l'émergence de</p>

l'entrepreneuriat dans des chaînes de valeur agricole et para agricole.

L'étude a été réalisée avec des contraintes techniques (imputables au prestataire) qui ont impacté le délai initial d'exécution. De 6 mois, on s'est finalement retrouvé à 10 mois de durée d'exécution.

En dépit de ce retard du délai d'exécution, en 2022, avec cet appui :

- Le mode d'exploitation du bassin versant du Konkouré et ses évolutions au cours de l'histoire notamment après l'installation des 3 barrages hydroagricoles a été identifié ainsi que les différentes potentialités et contraintes agrosylvopastorales et entrepreneuriales dans les zones de l'étude ;
- Les potentiels d'entrepreneuriat durable (filères porteuses) adaptés aux potentialités des localités concernées (agriculture, élevage, pisciculture, artisanat, etc.) ont été identifiés pour une création accrue de richesses ;
- Des plans d'actions cohérents avec les contraintes et les opportunités identifiées ont été développés annexés de budgets élaborés pour leur mise en œuvre.

Activité 3.8 : Mission d'identification pour la mobilisation de la Diaspora guinéenne

Données	Résultats
<p>GIN1701311-10049 3000 € 1 mois (Février 2022) Modalité : GR Expertise : HQ Est Bénéficiaire : Capacita Statut : Terminée</p>	<p>La mission a été réalisée du 11 au 19 février 2022 par une expertise interne Enabel mobilisée à cet effet. Elle visait à comprendre et déterminer les besoins prioritaires, les ressources, les défis des partenaires du portefeuille afin de déterminer les opportunités et les besoins pour la mobilisation de la diaspora à court et moyen termes.</p> <p>Cette mission se justifie par l'insuffisance de données et profilage des associations ainsi que des membres de la diaspora guinéenne. A cela s'ajoutent les besoins d'expertises, de connaissances et de compétences de la diaspora pour le développement de la Guinée et la faible capacité de coordination entre les ministères dans le domaine de la migration et de la diaspora.</p> <p>En 2022, avec cet appui :</p> <p>La thématique "mobilité humaine" a été introduite dans l'actuel portefeuille bilatéral avec un focus sur la mobilisation et l'engagement de la diaspora guinéenne en faveur du développement du pays (2 axes d'appuis opérationnel et institutionnel).</p>

Activité 3.9 : Renforcement des capacités de la Coopérative pour le Développement Économique de Porédaka (CODEP) : Etude de faisabilité de l'élevage des petits ruminants

Données	Résultats
<p>GIN1701311-10087 7 740 € 6 mois (Mai - Novembre 2022) Modalité : MP Expertise : Consultant individuel Bénéficiaire : CODEP Statut : Terminée</p>	 <p><i>Images : Photos de la mission de collecte de données de l'étude dans la sous-préfecture de Porédaka</i></p>

L'étude porte sur la faisabilité de l'élevage des petits ruminants (mouton, chèvre, ...) dans la sous-préfecture de Porédaka, préfecture de Mamou et les possibilités de créer un métissage entre les races sahéliennes et celles élevées en Guinée.

Avec cet appui en 2022 :

- La faisabilité de l'élevage des petits ruminants (mouton, chèvre, ...) est déterminée et documentées ainsi que les possibilités de création d'un métissage entre les races sahéliennes de petits ruminants et celles élevées en Guinée ;
- Un plan d'aménagement type d'une bergerie semi-moderne adapté à la zone et aux espèces locales est élaboré avec un guide éleveur qui présente les différentes étapes pour la mise en place et l'exploitation d'une bergerie, ainsi qu'un récapitulatif des bonnes pratiques locales en matière d'élevage.

Activité 3.10 : Mission d'identification et d'étude à l'ARMP pour faciliter le développement et la mise en œuvre efficace d'un programme de renforcement de capacité sur mesure

Données	Résultats
GIN1701311-10098 5000 € 3 mois (Juin-Sept 2021) Modalité : ASC Expertise : BOSA Bénéficiaire : ARMP Statut : Terminée	<p>La mission a mobilisé deux expertes de BOSA avec pour objectif d'identifier les possibilités de développer un parcours d'accompagnement au bénéfice de l'ARMP/Guinée. Le parcours d'accompagnement concernait l'identification des actions à mettre en œuvre pour améliorer le mode de fonctionnement du système de marchés public guinéen grâce à des actions de formations, d'études et d'expertises au bénéfice de l'ARMP dans le cadre de la coopération guinéo-belge.</p> <p>En 2022, avec cet appui :</p> <p>Des actions concrètes à moyen et long terme ont été proposées sur base d'une analyse SWOT pour contribuer au processus de digitalisation ainsi qu'au développement et la mise en œuvre d'une stratégie de formation en fonction des capacités de l'ARMP.</p>

Activité 3.11 : Mission d'identification et d'étude pour améliorer la capacité de contrôle des denrées alimentaires

Données	Résultats
GIN1701311-10104 18 742 € 3 mois (Août-Novembre 2022) Modalité : ASC Expertise : SCIENSANO Bénéficiaire : ONCQ Statut : Terminée	<p>La mission a été réalisée par deux experts de SCIENSANO avec pour objectif d'identifier les possibilités de développer un parcours d'accompagnement pour renforcer les capacités de l'Office National de Contrôle de Qualité (ONCQ).</p> <p>La mission de trois jours a abordé les domaines de pathogènes alimentaires, métaux lourds et pesticides via des visites labos et des ateliers de discussion entre les experts et les équipes de l'ONCQ.</p>



Image : Photo des sessions de travail avec la mission

En 2022, avec cet appui :

- La situation locale des différents facteurs de blocus et leviers associés à l'accès aux différents consommables, à la disponibilité des standards de calibration, aux conditions environnementales dans les labos, à la disponibilité des équipements nécessaire pour la préparation des échantillons a été conjointement (SCIENSANO et ONCQ) analysée ;
- L'état actuel des connaissances des techniciens de laboratoire a été évalué et l'élaboration sur base des données collectées et analysées, d'un plan de formation en fonction des besoins et possibilités de l'ONCQ a été faites ;
- Un appui de SCIENSANO résultant de cette mission d'identification en cours de préparation pour un démarrage des activités en Mars 2023.

Activité 3.12 : Mission d'identification d'appui technique sur l'analyse de la mobilité humaine dans le contexte guinéen

Données	Résultats
<p>GIN1701311-10045 7 500 € 1 mois (Juin 2022) Modalité : ASC Expertise : Myria Bénéficiaire : INS Statut : Terminée</p>	<p>La mission a été réalisée du 7 au 10 juin 2022 dans l'optique de définir les possibilités, les modalités, le cadre et le contenu d'un éventuel futur appui technique fourni par Myria à l'INS. A cet effet, trois éléments ont été examinés : 1-La nécessité d'un appui technique pour l'INS et le degré d'engagement de l'institution ainsi que la faisabilité (en termes de capacités et de disponibilité) de cet appui par Myria ; 2-Les points de convergence entre l'appui technique auprès de l'INS et les activités du programme INTEGRA (Enabel-Guinée) et 3- La façon dont l'appui permettrait de contribuer indirectement à une meilleure gouvernance de la mobilité humaine, en offrant aux autorités nationales et locales des données et analyses plus approfondies</p> <p>En 2022, avec cet appui :</p> <ul style="list-style-type: none">- Le contexte stratégique de l'INS, spécifiquement en matière d'étude des migrations, a été conjointement (Myria et INS) analysé avec l'identification des forces et faiblesses de l'institution au regard des opportunités et menaces générées par son environnement ;- Partant des constats faits, des axes d'appuis stratégiques multiniveaux et multi acteurs ont été proposés non seulement pour renforcer les capacités de l'INS en sa qualité d'acteur incontournable pour l'étude des migrations à travers les statistiques mais aussi pour contribuer à une meilleure compréhension du phénomène migratoire dans le contexte guinéen.

4 Suivi budgétaire

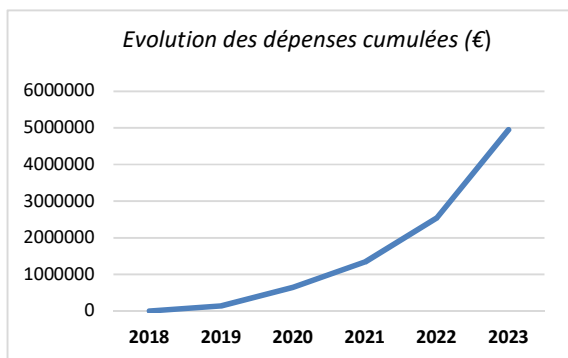
Au 31 décembre 2022, CAPACITA a enregistré un taux de décaissement d'environ 55%. Le résultat 1 a connu une forte augmentation en termes d'exécution financière (de 6% en 2021 à 36% en 2022) suite à la réorientation effectuée sur décision du CoPil et au démarrage effectif des activités. Les résultats 2 et 3 ont aussi enregistré des taux de décaissement croissants avec respectivement 57% et 89% courant l'année.

Pour des soucis d'efficacité, le CoPil du 4 Octobre 2022 de l'intervention a aussi approuvé une modification budgétaire. Cette modification a consisté en une augmentation du Résultat 1 de 264 096 euros, une diminution budgétaire du Résultat 2 de 60 000 euros, une augmentation budgétaire du résultat 3 de 15 099 euros et une diminution budgétaire des moyens généraux de 269.195 euros. Également, un montant de 50.000 euros du budget total de l'intervention a été transféré au budget Expertise Internationale du portefeuille Guinée.

Tableau : Suivi budgétaire en euros (31 décembre 2022)

Budget		Dépenses					Solde	Taux d'exécution fin année n
		Années précédentes			Année en revue	Dépenses cumulatives		
Total	4.950.000	2019	2020	2021	2022	31/12/2022		
		137.479	508.119	689.791	1.355.896	2.691.285	2.258.715	55%
Output 1	2.087.132	26.108	291	73.727	646.983	747.109	1.340.023	36%
Output 2	1.405.100	22.717 €	252.395	234.515	294.949	804.576	600.524	57%
Output 3	880.100	30	216.963	303.918	261.610	782.521	97.579	89%
Moyens Gén.	577.668	88.624	38.470	77.631	152.354	357.079	220.589	62%

Avec un taux de décaissement d'environ 55%, CAPACITA a pratiquement doublé en 2022, son taux d'exécution budgétaire de l'année dernière. Néanmoins, demeurent encore des contraintes (Retard d'exécution de certaines activités, réorientation R1, contraintes de contractualisation, contexte politique de transition, ...) qui fragilisent la bonne exécution de l'intervention. Toutefois, en dépit de ces différentes contraintes, l'atteinte des objectifs financiers d'ici fin du programme reste encore une possibilité. Le graphique suivant indique une évolution exponentielle des dépenses jusqu'à fin 2023.



Les prévisions du présent graphique indiquent des dépenses à hauteur de 4 950 000 € d'ici décembre 2023. Néanmoins, un reliquat budgétaire de 500 000 € à la fin du projet reste envisagé. Ce reliquat s'explique par (i) le risque de non-exécution totale du budget « Travail Décent » (981 781 €) à cause du retard déjà accusé dans la mise en œuvre du projet. Des réflexions sont actuellement en cours pour proposer des alternatives, (ii) l'annulation de certaines activités programmées pour indisponibilité des parties prenantes (BOSA/ARMP ou Myria/INS).

5 Risques et problèmes

Le risque le plus élevé de l'intervention reste à date, le faible niveau d'atteinte du résultat 1. Ce risque s'explique par la réorientation dudit résultat dont le démarrage des activités a enregistré un retard considérable. A cela s'ajoute le retard actuellement accusé dans la mise en œuvre du projet travail décent (981 781 €) qui à lui seul, absorbe environ 50% du budget total du résultat. Des réflexions, dont les résultats devraient être soumis pour avis du CoPil sont en cours pour le traitement de ce risque.

5.1 Analyse et traitement des risques

Identification des risques			Analyse des risques		
Description du risque N°1	Période d'identification	Source et Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
La fragilité de l'état guinéen (et surtout en cette période de transition) met à risque la continuité des dispositifs de renforcement des capacités en cours et la durabilité des acquis	04/02/2022	OPS Impact	Moyen	Moyen	Moyen
Traitement du risque N°1			Suivi des risques		
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression		Statut
Prise de contact avec les nouveaux responsables afin d'établir des relations de collaboration	DICKENS Erwin	31/12/2022	Décision d'impliquer les membres du comité de pilotage du projet dans la gestion des éventuels problèmes. Suite à un aménagement du gouvernement, les membres du COPIL sont à nommer et suite à cela, le contact sera repris immédiatement		En cours

Identification des risques			Analyse des risques		
Description du risque N°2	Période d'identification	Source et Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
Retard accusé dans la mise en œuvre des projets travail décent (WSM) et mobilisation de la diaspora (Grdr) avec un impact sur le bon déroulement des actions du résultat 1 et de l'ensemble de l'intervention	01/06/2022	OPS Impact	Élevé	Élevé	Élevé

Traitement du risque N°2			Suivi des risques	
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut
Assurer un suivi et un appui rapproché aux projets ‘travail décent (WSM)’ et ‘appui à la mobilisation de la diaspora (Grdr)’ / parcours 2 à Kindia – Mamou (Egmont-INFP)	DICKENS Erwin	24/09/2023	Le COFIL de l’intervention est planifié d’ici fin avril 2023 et permettra de statuer sur la suite à donner aux projets en difficulté.	En cours

5.2 Analyse et traitement des problèmes

Le principal problème actuel de l’intervention qui nécessite une intervention immédiate est la continuité de l’UG après le contrat de l’IM international qui prend fin en juillet 2023. Ce départ ne sera pas sans effet sur le fonctionnement de l’intervention. C’est pourquoi, le recrutement d’un.e deuxième Expert.e Sectoriel.le Thématique s’avère urgent pour assurer la continuité des services de l’intervention.

Identification des problèmes			Analyse des problèmes	
Description du problème N°1	Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel	
Continuité de l’UG : le contrat de l’IM prend fin en Juillet 2023	25/01/2023	OPS	Elevé	
Atténuation de l’émission N°1			Suivi de l’émission	
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut
Recruter un autre ATN pour les derniers 6 mois du programme afin d’assurer la continuité des services	IM	13/06/2023	DOP en cours d’élaboration	En cours

Identification des problèmes			Analyse des problèmes	
Description du problème N° 2	Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel	
Inefficience financière de l’intervention Capacita. Pour obtenir un visa Schengen, les participants doivent voyager à Dakar. Ceci à un coût de +/- 3000 euros par personne tout compris	16/09/2020	FIN	Moyen	

Identification des problèmes			Analyse des problèmes	
Description du problème N°3	Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel	
Conditions contraignantes de contractualisation avec les partenaires locaux qui allongent le processus de contractualisation et de démarrage des activités	22/01/2021	OPS	Moyen	
Atténuation de l’émission N°3			Suivi de l’émission	
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut
Planifier des scans organisationnels et des sessions de formations des partenaires sur les MP, Csub et sur les aspects Admi-Finance	Ernest Diarra	30/04/2022	Le CPA et CEA-PCMT ont déjà bénéficié d’un scan dont les résultats ont été positifs	En cours

6 Synergies et complémentarités

6.1 Avec les autres interventions du portefeuille

CAPACITA est un outil désormais connu par les partenaires du programme de Coopération. Le volume de requêtes qui lui est adressé chaque année en fait foi. Toutes les requêtes à financer sont soumises à une grille d'évaluation qui garantit le lien avec les autres interventions du portefeuille. Les résultats de cette évaluation de l'UG sont par la suite présentés au CoPil pour une décision finale basée sur leur relation de complémentarité avec au moins une des autres interventions du portefeuille.

Malgré la complexité que connaît CAPACITA à assurer la complémentarité de ses actions avec les autres piliers du portefeuille (les autres interventions disposent tous déjà de budgets en renforcement des capacités à dépenser), le projet essaie autant que faire se peut, de s'inscrire dans une logique transversale et complémentaire. A cet effet, CAPACITA a soutenu en 2022, l'exécution de plusieurs projets (tableau ci-dessous) qui effectivement, viennent en synergie d'action avec d'autres interventions du Portefeuille.

Tableau : actions de synergie avec d'autres interventions soutenues par CAPACITA en 2022	
Avec le programme ENTREPRENA	
Synergie d'action	Résultats
<ul style="list-style-type: none"> - CODEP : Mobilisation d'expertise pour à un appui à la professionnalisation de la coopérative agricole composée de plusieurs membres de la diaspora guinéenne - ONCQ et UKAG : Réalisation des missions d'études d'identification par SCIENSANO pour renforcer l'ONCQ dans son rôle de contrôle qualité alimentaire et par UCLL pour élaborer des curriculums de Master en Entrepreneuriat et mettre en place un incubateur pour accompagner les étudiants entrepreneurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Une étude de faisabilité de l'élevage des petits ruminants a été réalisée avec la détermination de la faisabilité de l'élevage des petits ruminants (mouton, chèvre, ...) ainsi que des possibilités de création d'un métissage entre les races sahéliennes et celles élevées en Guinée - Ces études ont permis d'analyser les besoins de renforcement de capacité de ces 2 structures et de proposer des axes d'appuis stratégiques conséquentes. A cet effet, un appui à l'ONCQ avec l'appui de SCIENSANO est en préparation.
Avec le programme She decides	
Synergie d'action	Résultats
<ul style="list-style-type: none"> - Protection sociale : Participation à la conférence internationale sur la protection sociale en santé au Niger - Post factum : Appui à la consolidation des Programmes Master et Phd en Santé Publique de l'UGANC (CEA-VUB) 	<ul style="list-style-type: none"> - Une prise de conscience des innovations et de l'évolution de la protection sociale dans d'autres contextes de la sous-région et ailleurs par les partenaires en charge de la thématique en Guinée - L'action est une consolidation du 1^{er} appui apporté à l'Université Gamal. Elle permet de créer un pool de compétence national au profit du secteur santé publique en lien avec le numérique

6.2 Avec les projets pour tiers

A l'instar du portefeuille bilatéral, CAPACITA appuie également des requêtes pertinentes provenant des partenaires de mise en œuvre des projets pour tiers (Integra, Sanita, État civil). Les actions de synergie soutenues par Capacita en 2022 sont reprises dans le tableau ci-dessous.

Avec le programme Integra	
Synergie d'action	Résultats
- MYRIA / INS : Mission d'étude d'identification et d'appui technique sur l'analyse de la mobilité humaine dans le contexte guinéen	- L'étude a été réalisée par Myria et a permis de déterminer le champ d'action prioritaire sur lequel apporter un éventuel appui complémentaire est nécessaire. Cependant, un shift des priorités de l'INS vers le recensement national a remis l'aspect migration comme une action secondaire
- Appui à la DGGE : Formation de 50 cadres sur l'utilisation d'outils informatiques et bureautique	- Les capacités de production des services du ministère et spécifiquement de la DGGE sont améliorées grâce aux nouvelles connaissances acquises et aux outils informatiques mis à disposition.

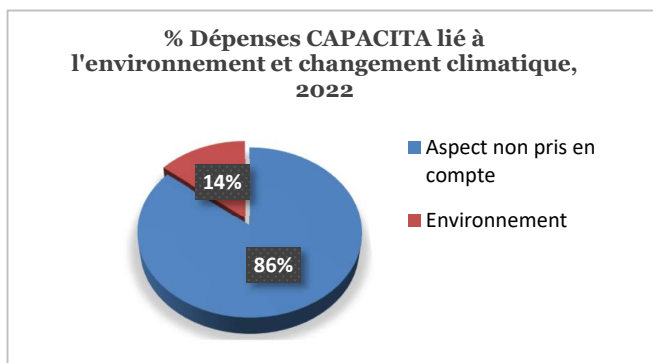
6.3 Complémentarité au portefeuille dans sa totalité

En raison de sa dimension transversale et complémentaire, CAPACITA soutient un nombre important d'activités qui concernent le portefeuille dans sa totalité. Ce sont toutes des actions qui ont un effet soit direct ou indirect sur au moins deux des projets du bilatéral ou des tiers. Ces actions de synergie permettent de renforcer les capacités techniques et managériales des partenaires de mise en œuvre. Il s'agit notamment :

- ☞ Des deux projets de Parcours d'accompagnement de 50 hauts cadres de l'Administration Publique guinéenne dans les régions de Conakry, Kindia et Mamou pour l'acquisition de nouveaux savoir-faire et savoir être dans la conduite de l'action publique. Les bénéficiaires de ces projets émanent des divers partenaires de mise en œuvre du programme de coopération.
- ☞ Le projet « Travail Décent » piloté par WSM, constitue une stratégie de renforcement transversal de la thématique du Travail Décent sur le portefeuille. Le projet intervient sur les 4 piliers du Travail Décent de l'OIT qui englobe l'accès à un travail productif et convenablement rémunéré, la sécurité sur le lieu de travail et la protection sociale pour les familles, de meilleures perspectives de développement personnel et d'insertion sociale, la liberté pour les individus d'exprimer leurs revendications, de s'organiser et de participer aux décisions qui touchent à leur vie et l'égalité des chances et de traitement pour tous, hommes et femmes.
- ☞ Le projet « Mobilisation de la Diaspora guinéenne (PAMMOD) » qui assure aussi la mise en relation et l'accompagnement avec des entrepreneurs locaux guinéens. L'objectif visé par le projet est de faciliter la contribution de la diaspora guinéenne en Afrique (Côte d'Ivoire, Sénégal) et en Europe (Belgique et France) au développement du socio-économique de la Guinée, par la mise en place d'un dispositif en faveur de leur participation au partage de leurs compétences, à l'apport d'un soutien, à l'apprentissage et aux échanges avec des entrepreneurs guinéens.
- ☞ Des projets de renforcement de capacité sur l'utilisation des outils informatiques (Word, Excel, PowerPoint et Internet) pour réduire la facture numérique au sein des services publics partenaires et améliorer la qualité des services rendus. Ces appuis ont déjà concerné plusieurs partenaires de la coopération à savoir : le Ministère du Plan et de la Coopération Internationale, le Ministère des Affaires Etrangères, la Direction des Guinéens de l'Etranger et le Ministère de l'Administration du Territoire National.
- ☞ Appui à l'élaboration du PDL de la commune de Kassa qui est essentiel en termes de mobilisation de ressources locales et pour attirer les investissements extérieurs en faveur du développement local de la commune. L'action est complémentaire aux actions en cours de réalisation dans la même commune par les projets She decides, Sanita et Etat Civil.

7 Thèmes transversaux

7.1 Environnement et changement climatique



En 2022, 14% du budget total dépensé par l'intervention avait un lien avec l'environnement et/ou le changement climatique. Ce progrès en termes d'intégration de l'aspect environnement a été obtenu grâce au projet d'appui à l'ANAIM qui comprend des actions environnementales liées au secteur minier et portuaire.

A date, l'intervention enregistre depuis son démarrage, une valeur cumulée de 11% en termes de budget dédié aux activités liés à la thématique transversale environnement et changement climatique.

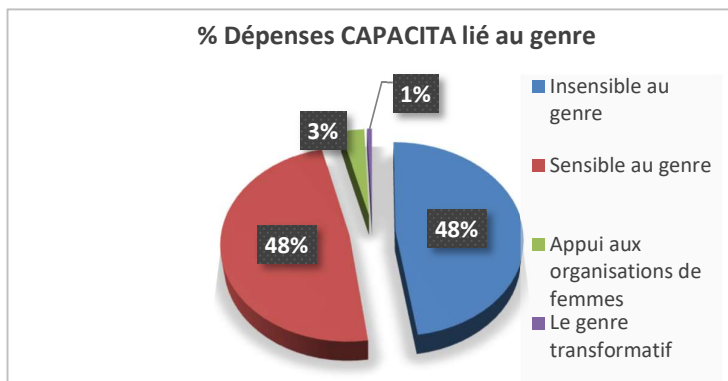
Indicateurs/marqueurs de progrès	Valeur de base	Valeur cumulée à date	Cible année rapport	Cible finale
T3 Envi_Energ : % du budget dédié aux activités liées à la protection de l'environnement	0%	11%	5%	5%

7.2 Genre

Au regard des enjeux de genre auxquels le pays est confronté dans différents secteurs de la vie socioéconomique et de l'intérêt que le portefeuille porte sur la prise en compte de cette thématique transversale dans les différentes interventions, CAPACITA, dans la mise en œuvre des formations, essaie, selon les cas, de porter des lunettes genre en veillant à une participation plus équitable des femmes et des hommes. C'est le cas avec le projet « parcours d'accompagnement de 20 hauts cadres de l'administration » qui connaît une participation paritaire (50/50) des femmes et hommes aux différentes sessions de formation.

Cette approche promue par le projet a permis d'enregistrer en 2022, un taux de 39% de femmes parmi les bénéficiaires directs des actions de formation réalisées. Ce taux était à 37 % en 2021, soit une augmentation de 2 points de pourcentage. En effet, l'approche facilite l'accès des femmes à la formation et pourrait favoriser la progression de leur carrière selon leur niveau d'utilisation des nouvelles connaissances acquises.

Également, l'intervention s'est dotée d'un indicateur sur le genre qui évalue, annuellement, le pourcentage des dépenses budgétaires réalisées en lien avec le genre.



En 2022, 52% du budget total dépensé par Capacita portaient sur des actions sensibles à la dimension genre contre 30% en 2021. Soit une progression de 22 points de pourcentage.

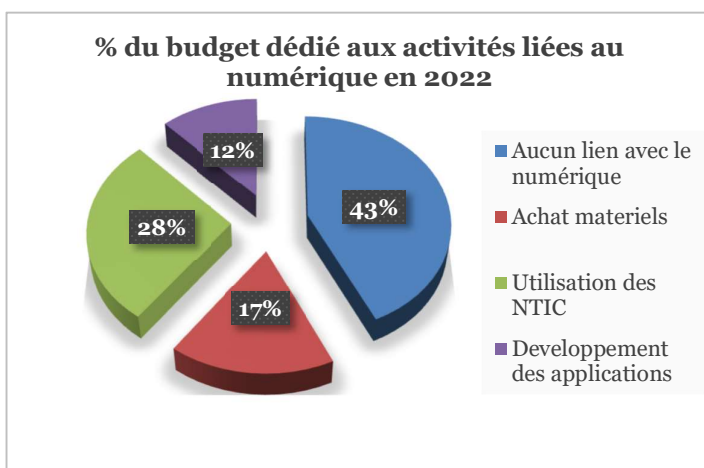
Avec cette progression, l'intervention enregistre depuis son démarrage, une valeur cumulée de 41% en termes de dépenses avec un lien à la thématique genre.

Indicateurs/marqueurs de progrès	Valeur de base	Valeur cumulée à date	Cible année rapport	Cible finale
T1-Genre : % du budget dédié aux activités liées au genre	0%	41%	25%	30%

A noter que la configuration et la composition actuelle de l'Administration Publique guinéenne influence l'atteinte de cet indicateur de genre dans les différentes actions de formations soutenues par l'intervention. La plupart des services partenaires comptent très peu de femmes en leur sein et le peu de femmes qui y travaillent occupent très peu des positions de hauts cadres et ont, par conséquent, faiblement accès aux instances décisionnelles. Cet équilibre fait qu'il est généralement très difficile pour l'intervention, de toujours avoir un nombre élevé de femmes aux sessions de formation réalisées. Ce phénomène s'explique par plusieurs raisons parmi lesquelles, on peut indiquer le fait que les questions de genre ne sont pas encore intériorisées dans les manières de faire et dans la culture organisationnelle des services partenaires. L'insuffisance d'expertise adéquate sur la thématique est aussi un déficit à combler.

7.3 Digitalisation

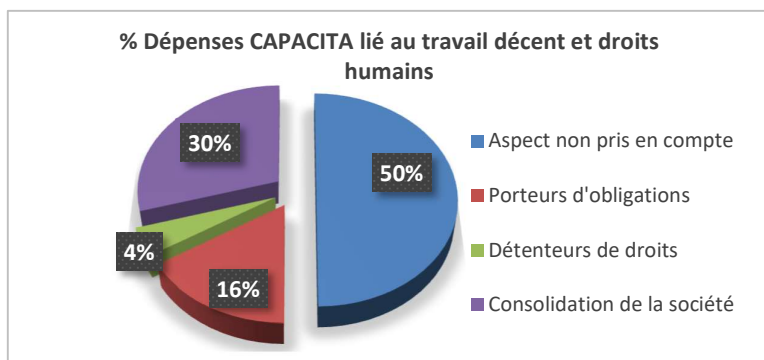
En 2022, 57% du budget dépensé ont été dédiés aux activités liées au numérique. Plusieurs services (DGGE, MEFP) ont bénéficié d'un renforcement de capacités pour faciliter la numérisation de certaines activités et améliorer la qualité des services rendus. Des stagiaires informaticiens ont été également mobilisés et mis à disposition à des services partenaires à cet effet avec des résultats très concluants. C'est le cas entre autres de ceux mobilisés pour le Ministère du Plan qui, en 5 mois, ont réussi à capaciter 200 cadres, soit 20% de l'ensemble de l'effectif du Ministère. Cette 'alphabétisation digitale' des cadres des services partenaires est un préalable pour une réussite d'une évolution vers le « e-gouvernance ». Notons aussi que l'appui à l'ANAIM contient de fortes actions en digitalisation.



Ce pourcentage enregistré en 2022 porte le cumul de dépenses totales effectuées en lien avec le numérique à 61% depuis le démarrage de l'intervention.

Indicateurs/marqueurs de progrès	Valeur de base	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
T2 -Digitalisation : % du budget dédié aux activités liées au numérique	0%	61%	30%	40%

7.4 Travail décent et droits humains



L'approche de prise en compte des droits humains et du travail décent, vise le renforcement de la position des « détenteurs de droits » (la population et les entrepreneurs) afin qu'ils puissent connaître, revendiquer et exercer leurs droits. Elle permet aussi de renforcer les « porteurs d'obligations » qui sont aussi bien les acteurs gouvernementaux que les entreprises privées pour les aider à remplir leurs

obligations au service de la population pour une meilleure accessibilité et qualité des services fondamentaux.

Également, l'approche accorde une attention particulière aux droits des femmes ainsi qu'aux droits des travailleurs avec un focus sur les droits économiques (par ex. : libre initiative, emploi décent) en n'oubliant pas les droits à l'intégrité physique (sécurité).

Les initiatives autour des projets 'Travail Décent' et 'Diaspora' font qu'en comparaison avec les années précédentes, on constate une grande différence. La prise en compte des 4 piliers de travail décent, notamment, la création de l'emploi, la promotion du droit de travail, la protection sociale et le dialogue social font que pratiquement la moitié des dépenses de 2022 (50%) sont en lien avec la thématique transversale emploi décent et droits humains.

A date, l'intervention enregistre depuis son démarrage, une valeur cumulée de 34% en termes de budget dédié aux activités liés à la thématique transversale travail décent et droits humains.

Indicateurs/marqueurs de progrès	Valeur de base	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
T4- % du budget dédié aux activités liées au travail décent et droits humains	0%	34%	5%	5%

8 Pilotage

8.1 Modifications apportées à l'intervention

CAPACITA a connu deux modifications majeures à cause de l'évolution du contexte. Il s'agit de la réorientation du résultat 1 et de la modification du budget global de l'intervention. Toutes ces modifications ont été opérées après validation des projets de modification par le CoPil. Par ailleurs, les différentes planifications opérationnelles sont périodiquement (par trimestre) revues et adaptées.

8.2 Réorientations stratégiques envisagées

En 2023, les principaux axes stratégiques de réorientation envisagés sont :

- CAPACITA a engagé quasiment tout son budget. Ceci signifie qu'un mécanisme d'arbitrage devrait se mettre en place afin d'assurer que tous les fonds engagés soient effectivement dépensés. A cet effet, le mois d'avril est programmé comme dernier moment d'ajustement des budgets des projets en cours.
- La capitalisation des expériences de l'outil « Fonds Flexibles » dans un pays de fragilité comme la Guinée est une action dont les acquis pourraient profiter au nouveau portefeuille.

8.3 Recommandations

L'évaluation MTR réalisée en décembre 2021 a débouché sur des recommandations stratégiques et opérationnelles dans le but de favoriser une réelle plus-value de CAPACITA au Portefeuille Enabel. Le tableau ci-dessous donne un aperçu de l'état d'exécution des dites recommandations.

Suivi mise en œuvre recommandations de la MTR 2021	
Recommandation	Réalisation
Niveau stratégique	
1. Acter la réorientation du R1 (attendue originellement en Q3 2021)	Réorientation exécutée
2. Effectuer un travail de prospection dynamique complet des appuis complémentaires à mener avec : i) un mapping des besoins et des enquêtes Baseline et ii) une série d'études sur les acteurs jugés prioritaires	Plusieurs missions d'étude et d'identification ont été réalisées à cet effet
3. Initier dès 2022 un travail de capitalisation sur les acquis du Portefeuille, les axes qu'il serait judicieux de développer ou d'approfondir	Une mission de capitalisation réalisée sur le projet « Parcours d'accompagnement à 20 hauts cadres à Conakry »
4. Définir une stratégie claire de ciblage de l'offre de formation en élaborant les plans de RC de quelques partenaires clés et l'accompagnement de leur mise en œuvre par un ciblage thématique	Un ciblage thématique a été fait sur la mobilisation de la diaspora et sur le travail décent
5. Revoir le cadre de suivi de monitoring (notamment les indicateurs de la mesure d'impact) et le mettre en œuvre	La matrice de suivi-évaluation a été revue avec l'appui du MEL
Niveau opérationnel	
6. Améliorer la planification et le reporting interne du suivi-évaluation des activités : i) planification opérationnelle trimestrielle ; ii) reporting sur les avancées des enquêtes Baseline ; iii) présentation cartographie des actions de coopération des autres PTF, etc	Une réunion de suivi mensuel est régulièrement tenue avec le CPM. Également, l'intervention dispose d'un fichier de suivi opération mensuellement mis à jour
7. Être plus proactif envers les partenaires potentiels (une fois identifiés après les enquêtes) :	Réalisé
8. Consolider les plans de RC pour structurer des parcours de formation certifiants :	NA
9. Développer une stratégie de communication permettant d'améliorer la visibilité et lisibilité de CAPACITA	Plusieurs partenaires du programme de coopération connaissent bien l'existence de l'outil CAPACITA. Le volume de requête annuellement reçu en fait foi

9 Annexes

9.1 Critères de qualité

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de la PERTINENCE : note totale	A	B	C	D
	X
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?				
X	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.		
...	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.		
...	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.		
...	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.		
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?				
...	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérent ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).		
X	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.		
...	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.		
...	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.		

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B, pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale	A	B	C	D
	...	X
2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?				
	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.		
X	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.		

	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.
	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.
2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?		
...	A	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.
X	B	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.
...	C	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.
...	D	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.
2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?		
...	A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.
X	B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
...	C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
...	D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale	A	B	C	D
	...	X

3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?

...	A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.
X	B	L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort
...	C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.
...	D	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.

3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?

...	A	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.
X	B	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.

...	C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.
...	D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention)

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A ; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale	A	B	C	D
...		X

4.1 Durabilité financière/économique ?

...	A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.
...	B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.
X	C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.
...	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.

4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?

...	A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.
X	B	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.
...	C	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.
...	D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.

4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?

X	A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.
...	B	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.
...	C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.
...	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.

4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?

...	A	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).
X	B	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
...	C	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
...	D	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

9.2 Cadre logique et/ou théorie de changement mis à jour

Le système de monitoring a été révisé avec l'appui MEL et permet de suivre des aspects de durabilité des formations (en utilisant le modèle de Kirkpatrick) et des études (l'indicateur R3I2 permet de mesurer l'utilité ex post). Des indicateurs de performance ont été adaptés. La matrice ci-dessous sera présentée au prochain (mars 2023) comité de pilotage pour validation.

Matrice suivi-évaluation revue					
Intervention 5 : Projet de Formations, Etudes et Expertises					
Changements visés	Code Indicateur	Intitulé Indicateur	Source	Valeur de base	Valeur cible (2023)
OS - Les performances des parties prenantes de la coopération guinéo belge sont améliorées en phase avec les opportunités économiques et le développement du capital humain sur l'axe Conakry-Kindia-Mamou	OSI1	Nombre d'EPA partenaires démontrant de meilleures capacités de fourniture de services de qualité	Rapport annuel d'activité des EPA et rapport d'enquête (scan)	0	6
	OSI2	Nombre total de personnes formées sur les différentes thématiques du Programme de Coopération	Rapports de formations	0	3 000
	OSI3	% des bénéficiaires (hommes/femmes) des activités de renforcement de capacités démontrant un changement de comportement dans l'exercice de leurs fonctions/mandats	Rapports enquêtes CAP/Kirkpatrick niveau 3 (<i>approche d'évaluation des formations basée sur 4 niveaux</i>)	0%	75%
	OSI4	% d'organisations partenaires bénéficiaires des actions de renforcement de capacités démontrant une amélioration dans leur fonctionnement	Rapport d'enquête Kirkpatrick niveau 4 (<i>approche d'évaluation des formations basée sur 4 niveaux</i>)	0%	75%
R1 - Les compétences managériales et opérationnelles des partenaires de	R1I1	Nombre d'employeurs informés et sensibilisés sur l'offre du travail décent	Rapports de formation incluant les résultats des Pré-test et post-test	0	30

la Coopération sont renforcées dans les domaines de travail décent et de gestion d'infrastructure minières par le biais de formations, d'études et de mise à disposition d'expertises	R1I2	Nombre de travailleurs/euses (avec au moins 40% de femmes) dont les connaissances ont été renforcées sur les 4 piliers du Travail Décent de l'OIT	Rapports de formation incluant les résultats des Pré-test et post-test	0	1 300
	R1I3	Nombre de cadres et collaborateurs de la DGGE démontrant l'acquisition de nouvelles connaissances techniques et managériales en faveur de la mobilisation de la diaspora	Rapports de formation et résultats des Pré et Post tests des formations	0	80
	R1I4	Nombre de bénéficiaires des actions d'accompagnement résultant de la mobilisation de la diaspora pour une participation aux initiatives de développement	Rapports d'activités	0	30
	R1I5	Nombre de cadres et collaborateurs de l'ANAIM dont les connaissances sont renforcées sur les thématiques liées à la gestion des infrastructures minières	Rapports d'activités et résultats Pré-test et post-test	0	150
R2 - Les compétences des ressources humaines au sein des institutions/organisations acteurs du Programme de Coopération sont renforcées	R2I1	Nombre de personnes/jour formées sur les différentes thématiques du Programme	Rapports de formations	0	20 000
	R2I2	Taux d'accroissement de nouvelles connaissances par les bénéficiaires des activités de renforcement des capacités	Rapports de formation des prestataires (Résultats « pré et post-tests formation)	0	15 points de %
	R2I3	Taux de satisfaction des bénéficiaires des formations réalisées	Rapports de formation intégrant les résultats de l'enquête de satisfaction	0%	80%
R3 - Les acteurs du Programme de Coopération bénéficient d'expertises et d'études stratégiques	R3I1	Nombre d'études stratégiques réalisées	Rapports d'études	0	10
	R3I2	Proportion d'études réalisées suivies d'engagements (mise en œuvre des recommandations)	Rapports d'enquêtes (sondage à la fin de restitution de chaque Etude)	0%	75%
Thèmes transversaux : Genre, Digitalisation, Energies renouvelables, Droits de Humains	T1 Genre	Pourcentage du budget dédié aux activités liées au genre	Analyse données comptables	0%	30%
	T2 Digitalisation	Pourcentage du budget dédié aux activités liées au Numérique	Analyse données comptables	0%	50%
	T3 Envi_Energ	Pourcentage du budget dédié aux activités liées à la protection de l'environnement	Analyse données comptables	0%	5%
	T4 Droit de l'Homme	Pourcentage du budget dédié aux activités liées aux droits humains	Analyse données comptables	0%	5%

9.3 Aperçu des Résultats

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	Les indicateurs sont repris dans le cadre de suivi et évaluation, la collecte des données est en cours
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	08/2021, réalisé en 12/2021, rapport dispo en fin Q1 2022
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	2024
Missions de backstopping 2022	Une mission de backstopping sur la mobilisation de la diaspora a été réalisée en 2022. Le reste s'est fait en ligne

9.4 Ressources en termes de communication

Le contenu de CAPACITA a été partagé avec tous les projets du portefeuille et des partenaires de mise en œuvre par Enabel. Un PowerPoint et un flyer sont disponibles à cet effet. CAPACITA a été présenté également au niveau des ANG belges. En vue de faciliter la gestion et la compréhension et par souci d'équité, un manuel de procédures V2 a été rédigé et validé par le comité de pilotage.

Un appui spécifique par le Communication Officer est renforcé par la contractualisation d'un prestataire qui a déjà réalisé 5 capsules de vidéo qui mettent en avant des « succès stories » issus des réalisations de l'intervention.